



# **Dynamique de la consommation alimentaire et la hausse des prix des produits agricoles au Mali**

**Décembre 2010**

## Avant- Propos

Ces contributions sur «les Dynamiques de consommation alimentaire en Afrique de l’Ouest » ont été réalisées par les responsables des directions nationales des statistiques agricoles et des instituts nationaux des statistiques du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d’Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, à qui nous adressons nos sincères remerciements. Nous tenons également à remercier «la Fondation Syngenta pour une agriculture durable » et le ReSAKSS pour avoir supporté financièrement cette initiative. Puissent les résultats de cette analyse aider aux prises de décisions pertinentes et appropriées pour le bien être des populations rurales et pour le développement économique et social de la sous-région Ouest-Africaine.

Toutes erreurs d’interprétation ou de fait dans cette contribution n’incombent qu’aux auteurs du présent document.

# Sommaire

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES .....	5
SIGLES ET ABRÉVIATIONS .....	7
RESUME .....	8
INTRODUCTION .....	10
Contexte de l'étude.....	10
1.1- Aperçu général.....	11
1.2- Situation macroéconomique .....	11
1.3- Sources de données utilisées.....	13
I. Analyse de la structure des dépenses de consommation totales.....	16
I.1- Évolution de la structure des dépenses de consommation totales au niveau national.....	17
I.2 Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon le milieu de résidence.....	17
I.3 Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon les quintiles de dépenses totales par tête	18
I.4 Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon le niveau sous-national .....	18
I.5 Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon les groupes socio-économiques..	20
I.6 Synthèse .....	23
II. Analyse de la structure des dépenses alimentaires.....	23
II.1 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition (achat ou autoconsommation) .....	24
II.1.1 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition au niveau national .....	24
II.1.2 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition par milieu de résidence .....	25
II.1.3 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition par quintile des dépenses totales par tête.....	25
II.1.4 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition par région .....	26
II.2. Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales .....	27
II.2.1. Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par milieu de résidence.....	27
II.2.2. Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par quintile des dépenses totales par tête .....	28
II.2.3. Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par région.....	28
II.3. Structure des dépenses alimentaires par produit.....	29
II.3.1 Structure des dépenses alimentaires par produit et par milieu de résidence .....	30

II.3.2. Structure des dépenses alimentaires par produit et par quintile des dépenses totales par tête	33
II.3.3. Structure des dépenses alimentaires par produit et par région	34
II.4. Synthèse	36
III. Analyse de la propension marginale à consommer des produits alimentaires	36
III.1 Évolution de la part marginale des différents produits par milieu de résidence	37
III.2 Évolution de la part marginale des différents produits par quintile de dépenses totales par tête	38
IV Analyse de l'insécurité alimentaire et des inégalités d'accès à l'alimentation	39
IV.1 Évolution des inégalités d'accès à l'alimentation (à partir du Gini coefficient)	40
IV.2 Analyse de l'insécurité alimentaire monétaire	41
IV.3 Analyse de l'insécurité alimentaire réelle	42
IV.4 Synthèse	42
V. Analyse de la diversité de la diète	45
V.1 Analyse de la diversité de la consommation alimentaire (à partir des bilans alimentaires)	45
V.2 Synthèse	46
VI. Analyse de la structure des disponibilités alimentaires et de leurs utilisations (à partir des bilans alimentaires)	47
VI.1 Évolution du taux d'autosuffisance alimentaire (TAS) par produit ou groupe de produit	47
VI.2 Évolution du taux de dépendance aux importations (TDI) par produit ou groupe de produit	47
VI.3 Évolution de la part de l'alimentation animale dans les disponibilités totales (maïs, manioc...)	48
VI.4 Évolution de la part de la transformation par produit dans les disponibilités totales	48
VI.5 Synthèse	48
VII. Analyse de l'évolution des productions alimentaires et des prix des principales denrées alimentaires depuis la crise de 2007/2008	49
VII.1 Évolution de la production	49
VII.2 Évolution des prix	55
VII.3 Synthèse	61
CONCLUSION	62
ANNEXE	63
Bibliographie	64

## LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

Tableau 1: Évolution de quelques indicateurs macroéconomiques de 2002 à 2008 .....	13
Tableau 2 : Évolution de la structure des dépenses de consommation totales au niveau national .....	17
Tableau 3 : Évolution de la structure des dépenses totales selon le milieu de résidence (%) .....	18
Tableau 4 : Évolution de la structure des dépenses totales selon les quintiles de dépenses totales par tête (%) .....	19
Tableau 5 : (1) Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon le niveau sous-national (1989) .....	21
Tableau 6 : (2) Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon le niveau sous-national (2006) .....	21
Tableau 7 : (1) Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon les groupes socio-économiques (1989) .....	22
Tableau 8 : (2) Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon les groupes socio-économiques (2006) .....	23
Tableau 9 : Structure des dépenses alimentaires (en%) selon le mode d'acquisition et par milieu de résidence .....	25
Tableau 10 : Structure des dépenses alimentaires (en) selon le mode d'acquisition et par quintile.....	26
Tableau 11 : Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition et par région en 2006 .....	26
Tableau 12 : Part (en %) des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par milieu de résidence .....	27
Tableau 13 : Part (en %) des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par quintile .....	28
Tableau 14 : Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par région.....	29
Tableau 15 : Structure des dépenses alimentaires par produit au niveau national .....	30
Tableau 16 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par milieu de résidence.....	32
Tableau 17 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par quintile de dépenses totales /tête .....	34
Tableau 18 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par région en 1989.....	35
Tableau 19 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par région en 2006.....	35
Tableau 20 : Part (en %) marginale dans le budget de consommation par milieu de résidence.....	38
Tableau 21 : Part (en %) marginale dans le budget de consommation par quintile .....	39
Tableau 22 : Indice de Gini des dépenses alimentaires .....	41
Tableau 23 : Incidence (en %) de l'insécurité alimentaire monétaire par milieu de résidence en 2006.....	42
Tableau 24 : Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire par quintile en 2006 .....	43
Tableau 25 : Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire par région en 2006 .....	44

Tableau 26 : Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire selon le mode d'acquisition des aliments en 2006 .....	44
Tableau 27 : Diversité de la consommation alimentaire en 2006/2007 et 2007/2008.....	45
Tableau 28 : Évolution du taux d'autosuffisance alimentaire (TAS) par produit ou groupe de produit .....	47
Tableau 29 : Évolution du taux de dépendance aux importations (TDI) par produit ou groupe de produit...	48

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>CPS</b>	Cellule de Planification et de Statistique
<b>CSA</b>	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
<b>EBC</b>	Enquête Budget Consommation
<b>ELIM</b>	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages
<b>IADM</b>	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
<b>IHPC</b>	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>MSU</b>	Michigan State University
<b>OMA</b>	Observatoire du Marché Agricole
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PCV</b>	Période de Croissance des Végétaux
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le Développement
<b>PPTÉ</b>	Pays Pauvres Très endettés
<b>RESAKSS</b>	Regional Strategic Knowledge Support System
<b>SAP</b>	Système Alerte Précoce
<b>SE</b>	Section d'Énumération
<b>UA</b>	Unité Alimentaire

## RESUME

En 1998, le Mali comptait plus de 9 millions d'habitants avec un taux d'accroissement annuel moyen de 2,2%. L'économie nationale reste dépendante des facteurs de la croissance avec comme principaux produits déterminants ceux du secteur agricole. Le pays est caractérisé par une alternance de bonnes et mauvaises campagnes agricoles. La volatilité de la croissance tient en partie de la performance de ce secteur et du cours des produits de base.

Ces phénomènes sont en partie les causes des séries alimentaires dont le pays a connu depuis les années 1975. Ces crises ne sont sans conséquences sur la consommation alimentaire des ménages maliens dont les effets ont été atténués par des mesures prises par le Gouvernement (exonération des produits alimentaires, etc.).

Pour apprécier le niveau de consommation des ménages l'étude a utilisé les données de l'Enquête Budget Consommation et l'Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages (ELIM) respectivement de 1989 et 2006.

L'analyse des dépenses de consommation totales laisse voir une baisse des dépenses alimentaires sur la période 1989-2006. Cette baisse est constatée aussi bien en milieu urbain que rural. L'analyse a permis aussi de faire ressortir des résultats liés au niveau de vie où la part affectée dans l'alimentation baisse lorsque ce dernier augmente. Au niveau régional, les résultats ont montré que la capitale est celle où la part affectée dans l'alimentation est faible par rapport aux autres régions. Toutefois, la tendance générale était à la baisse sur la période. S'agissant des catégories socioprofessionnelles, l'analyse a montré que les agents disposant d'un revenu permanent ont enregistré une baisse dans les dépenses alimentaires tandis que les ceux ayant le secteur primaire comme activité principale n'ont pu se défaire considérablement de leur allocation alimentaire.

L'analyse de la structure des dépenses alimentaires suivant les trois formes d'acquisition a permis de caractériser le système économie qui est de plus en plus monétarisé par le fait de la baisse de l'autoconsommation des ménages sur la période 1989-2006. Les résultats ont montré que le principal mode d'acquisition est l'achat qui a d'ailleurs augmenté sur la période passant de 71,7% en 1989 à 81,4% en 2006. Cet aspect est surtout imputable au milieu rural avec une hausse significative sur la période. Parallèlement, l'autoconsommation a diminué passant de 25 à 18% sur la période. Les achats alimentaires croient avec le niveau de vie au regard des résultats obtenus tandis que l'autoconsommation diminue lorsque celui augmente.

L'étude nous permet de conclure que le riz, le mil et le sorgho restent les produits les plus consommés par les maliens.

Sur la base de la préférence à la consommation des produits, les ménages ont changé leur choix sur certains produits notamment le sorgho et le maïs puisque les parts marginales qui étaient négatives en 1989 ont été positives en 2006. La consommation du riz est restée en augmentation sur la période 1989-2006 entraînant une augmentation des dépenses alimentaires. Ces augmentations n'ont pas été significatives sur la période au regard des élasticités des produits (**tableaux en annexe**).

La politique adoptée pour maintenir les prix par les mesures d'exonération a permis de soutenir les inégalités d'accès à l'alimentation à un niveau moins fort. Toutefois, même si moins important, l'inégalité a été un peu plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain.

Nous concluons aussi que les maliens ont une alimentation déséquilibrée en 2007 et 2008 au regard de la disponibilité énergétique calorique fournie par habitant sur les principaux nutriments (Protides, lipides et glucides).

De par le niveau de production sur les cultures irriguées et sèches, le Mali reste un pays qui peut prétendre dans l'avenir à 100% à l'autosuffisance alimentaire. La crise de 2008 a occasionné la réalisation d'un taux d'autosuffisance du riz de 71% et 85% pour les céréales sèches (les taux les plus faibles sur la période 1999-2009). Corrélativement, le taux de dépendance à l'importation reste élevé pour les produits dont le taux d'autosuffisance alimentaire est faible. Il s'agit notamment de du riz et les céréales sèches.

Concernant l'inflation, l'analyse sur les prix à la consommation des céréales a montré une hausse en 2007 dépassant la moyenne de la période 2002-2006. Le prix du riz a connu une hausse significative de 2007 à 2009 atteignant le maximum observé sur les huit (8) dernières années.

## **INTRODUCTION**

### **Contexte de l'étude<sup>1</sup>**

Depuis quelques années, l'on assiste à une hausse constante du prix des céréales en Afrique de l'Ouest, en raison du prix élevé des produits pétroliers, des changements climatiques et de l'utilisation croissante de produits agricoles comme biocarburants. Dans la plupart des ménages africains, le coût des aliments absorbe habituellement la moitié ou plus du revenu de la famille et les céréales dont le prix a le plus augmenté (maïs, riz) sont celles qui constituent avec le mil, le sorgho et les tubercules l'alimentation de base de la majorité des consommateurs de la sous-région. Si en cas de hausse de prix des céréales importées, les consommateurs changeaient facilement leur alimentation en produits de base (riz vers mil-sorgho ou manioc par exemple), alors la demande en produits locaux augmenterait rapidement et leurs prix augmenteraient au grand plaisir des producteurs. Mais les substitutions ne s'effectuent pas aussi simplement qu'on ne l'imagine car les ménages choisissent en fonction de leur cadre culturel et leurs habitudes sociales.

La présente étude cherche à évaluer les changements intervenus dans la structure de consommation alimentaire des populations rurales et urbaines du Mali sur les 20 dernières années et l'impact de la hausse des prix internationaux de 2007-2008 sur les comportements alimentaires.

## **APERÇU GENERAL DU PAYS ET SITUATION MACRO ECONOMIQUE**

### **1.1- Aperçu général**

Situé au cœur de l'Afrique de l'ouest et classé parmi les pays les plus pauvres du monde, le Mali est un pays continental couvrant une superficie d'environ 1 241 000 km<sup>2</sup>. Il a 7200 km de frontières avec l'Algérie au nord, le Niger à l'est, le Burkina Faso au sud-est, la Côte d'Ivoire au sud, la Guinée au sud-ouest et le Sénégal et la Mauritanie à l'ouest.

Les reliefs sont surtout tabulaires et les formations dunaires souvent fixées se rencontrent au nord et au centre du pays. Les altitudes se situent en général entre 200 et 350 m.

Parcouru par deux grands fleuves, le Niger et le Sénégal, le Mali dispose d'importantes ressources en eau.

---

<sup>1</sup> Le contenu de cette partie n'a pas fait l'objet de rédaction spéciale, il a été extrait du document méthodologique tel élaboré par les partenaires.

Du sud au nord se succèdent quatre zones agro écologiques quasi parallèles caractérisées par la durée de l'hivernage : la soudano-guinéenne à l'extrême sud (sud de Sikasso et Kayes) qui couvre environ 75 000 km<sup>2</sup> (soit 6% du territoire national) avec une pluviométrie de plus de 1200 mm, une période de croissance des végétaux (PCV) de plus de 160 jours et couverte de forêt claire, la zone soudanienne au centre sud (entre Mopti et Sikasso) qui couvre environ 215 000 km<sup>2</sup> (soit 17% du territoire national) avec une pluviométrie de 600 à 1200 mm et une PCV de 100 à 160 jours et une végétation de savane, la zone sahéenne au centre (entre Tombouctou et Mopti) qui couvre environ 320 000 km<sup>2</sup> (soit 26% du territoire national) avec une pluviométrie allant de 200 à 600 mm et une PCV de 15 à 100 jours, une végétation clairsemée et un tapis herbacé, la zone saharienne au nord (nord de Tombouctou) qui couvre une superficie d'environ 632 000 km<sup>2</sup> (soit 51% du territoire national) avec une pluviométrie de moins de 200 mm et une PCV de moins de 15 jours.

La population résidente est estimée à 9 790 492 habitants en avril 1998 selon le dernier recensement (résultats provisoires). Cette population féminine à 51 % est localisée à 18% dans les 19 communes urbaines que compte le pays. Les taux d'accroissement annuel moyen entre 1987 et 1998 est de 2,2% selon la même source.

Le taux brut de scolarisation de l'enseignement fondamental est de 50% en 1998 et la population ayant accès aux soins de santé primaire est de 40% de la population totale à la même période.

Le pays occupe la place 166 sur 174 pays du classement du PNUD (Human Development Report 1999) avec un indice de 0,375 contre 0,355 en 1997 et 0,309 en 1996.

Le taux de croissance réelle de l'économie entre 1996 et 1998 est de 5% permettant ainsi un accroissement annuel d'environ 2% du revenu réel par tête d'habitant.

### **1.2- Situation macroéconomique**

En 2008, le PIB par habitant d'environ 287 773 FCFA (489 EU). L'économie malienne est essentiellement basée sur l'Agriculture. En 2008, la contribution du secteur primaire à la croissance du PIB est estimée à 2,3%. Aussi, ce secteur assure près des trois quarts des revenus d'exportations. Le secteur industriel, prospère dans le passé (textile, chaussure...), occupe aujourd'hui une place mineure. Avec l'avènement de la téléphonie mobile, le secteur des services a connu une croissance très importante au cours de ces dernières années. En 2008, sa contribution à la croissance du PIB est passée de 1,6% en 2000 à 2,3% «en 2008 ».

L'économie nationale reste dépendante des facteurs endogènes et exogènes qui impriment un rythme erratique à la croissance dont les principaux produits déterminants proviennent du secteur agricole (céréales, coton) et l'or. La volatilité de la croissance tient en partie à la forte variation des performances du secteur agricole, des aléas climatiques et du cours des produits de base (or, coton).

Les principaux produits d'exportation du Mali sont l'or, le coton et le bétail. Pays sans littoral, les produits d'importation et d'exportation transitent par les ports des pays de la sous région dont les plus proches (Dakar et Abidjan) sont à environ 1 200 Km de Bamako, la capitale.

On note une augmentation régulière des investissements bruts de 2002 à 2008. Ils sont passés de 186,1 milliards de FCFA en 2002 à 283,4 milliards de FCFA en 2008, soit un accroissement annuel de 6,2%. Les investissements privés ont concerné surtout l'extraction aurifère, le développement de la téléphonie mobile et les chantiers immobiliers.

L'inflation mesurée par la variation annuelle de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a été de 5,1% en 2002 puis -1,3% en 2003 et -3,1% en 2004 pour atteindre 9,2% en 2008. La flambée des prix de ces dernières années est essentiellement due à une mauvaise conjoncture sur le marché mondial marquée par une flambée des cours du pétrole et la hausse des prix des produits agricoles. Les effets sur le consommateur final malien ont été amortis en partie par l'Etat à travers une variation des droits et taxes à l'importation. Le taux d'inflation moyen au cours de la période 2002-2008 a été de 2,7% en deçà de la norme communautaire (3%).

L'évolution du secteur réel dépend aussi de la gestion des secteurs financier et monétaire, et des comptes extérieurs. La situation des finances publiques s'est caractérisée par une nette amélioration des soldes budgétaires, en liaison avec le renforcement des recettes et de l'aide extérieure confortée par des appuis budgétaires. Le solde budgétaire global s'est établi à -3% du PIB en 2006 contre 3,1% en 2005. La situation monétaire a été marquée par un accroissement de 5,4% de la masse monétaire, reflétant ainsi l'évolution de ses contreparties et une maîtrise de l'inflation.

Admis à l'initiative PPTTE d'allègement de la dette en 1998, le Mali a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTTE en 2003 suivi de la nouvelle Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale en 2005 (IADM). Le ratio de l'encours de la dette extérieure par rapport au PIB s'est ainsi amélioré en passant de 78% en 2002 à 22,9% en 2008 (norme communautaire 70%). Les ressources réalisées sur le service de la dette servent à

financer des dépenses de réduction de la pauvreté dans les secteurs sociaux et les infrastructures de base.

Ces performances économiques et efforts budgétaires ont été possibles en dépit des effets négatifs des chocs de la crise ivoirienne de 2002, l'invasion acridienne de 2004 et la flambée des cours du pétrole en 2005/2006.

**Tableau 1: Évolution de quelques indicateurs macroéconomiques de 2002 à 2008**

<b>Indicateurs</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
Produit intérieur brut (en milliards de Fcfa)	1 153,4	1 241,3	1 269,2	1 347,1	1 417,8	1 478,7	1 552,4
Taux de croissance réelle du PIB (%)	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0
<i>dont secteur primaire</i>	-3,2	19,5	-4,1	6,6	4,3	2,5	13,2
<i>dont secteur secondaire</i>	18,9	-8,6	2,7	8,2	8,3	-4,6	-4,6
<i>dont secteur tertiaire</i>	0,7	6,9	7,1	4,6	9,4	10,4	4,3
Taux de croissance réelle du PIB par tête (%)	1,9	5,2	0,3	3,6	0,9	4,3	11,4
Taux d'inflation (%)	5,1	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2
Taux d'investissement global (%)	19,8	18,0	17,0	15,4	16,5	19,4	18,3
<i>dont privé</i>	12,0	10,5	9,6	8,5	8,9	10,3	10,2
<i>dont public</i>	7,8	7,5	7,4	6,9	7,6	9,1	8,1
Taux de pression fiscale (%)	13,8	14,2	14,9	15,4	14,7	14,9	13,8
Taux d'endettement extérieur (%)	78,5	67,1	62,1	58,5	20,2	20,6	22,9

Source : INSTAT « Comptes économiques du Mali »

### **Encadré I : Historique des récentes crises alimentaires au Mali**

Le Mali, à l'instar des autres pays du sahel, est caractérisé par une alternance de bonnes et mauvaises campagnes agricoles. Certaines périodes sont restées gravées dans l'esprit de tous les sahéliens 1973-74 et 1984-85. La crise de 1984-85 a amené le pays à mettre en place dès 1986 un système d'alerte précoce pour la prévention d'éventuelles crises alimentaires et placé sous la tutelle du Ministère de l'Administration Territoriale, puis du Ministère Délégué à la Sécurité Alimentaire et depuis mai 2004, au Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) rattaché à la Présidence de la République.

En 2004/2005 l'invasion acridienne couplée avec l'arrêt précoce des pluies sont venus s'ajouter aux périodes de crise. Ainsi, suite à cette situation, le PAM et le SAP/CSA ont fait une évaluation dont les résultats ont montré que 67% des ménages maliens avaient déclaré avoir perdu la moitié ou la totalité de leur production.

#### **1.3- Sources de données utilisées**

Les données utilisées dans cette étude proviennent de deux enquêtes réalisées par l'Institut National de la Statistique (INSTAT)<sup>2</sup> : L'Enquête Budget Consommation et l'Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages (ELIM) ont été réalisées respectivement en 1989 et 2006.

<sup>2</sup> L'INSTAT a été créée en mars 2009 en remplacement de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI)

## **Encadré II : présentation succincte des deux enquêtes**

### ***L'Enquête Budget Consommation de 1989***

L'enquête nationale de Budget consommation des ménages 1988/1989 (EBC) est la première du genre réalisée au Mali ; eu égard à son caractère national et aux thèmes abordés simultanément à savoir : le budget, la consommation alimentaire, les aspects nutritionnels de celui-ci. Ce qui a fait d'ailleurs de l'EBC-Mali une triple enquête :

- Une enquête de consommation alimentaire, une enquête nutritionnelle et une enquête budgétaire.

Ces différents thèmes sont pris en compte pour atteindre les objectifs fondamentaux suivants :

- Évaluation de la consommation des ménages par fonction de consommation ;
- Déterminer des coefficients budgétaires ;
- Détermination d'une esquisse de la distribution des revenus ;
- Estimation de l'autoconsommation (notamment des ménages agricoles) ;
- Contribution à l'amélioration de l'estimation de la production de certains produits de l'agriculture et de l'élevage ;
- Établissements des bilans nutritionnels ;
- Appréciation de l'alimentation des enfants de moins de 2 ans.

L'enquête a utilisé un sondage stratifié à deux degrés. Au premier degré, les SE sont tirées de l'échantillon maître avec de sondage pour chaque région et pour chaque strate. Ce même taux est appliqué pour aux cercles de la région. Le tirage a été fait par cercle pour assurer la possibilité de grouper les cercles par zone agro-climatique. La taille de l'échantillon au premier degré est de 434 SE.

Au second degré de sondage sont tirées les unités alimentaires (UA) sur la base d'une liste exhaustive établie par SE.

Le nombre d'unités alimentaires échantillon a été de 2816 dont 2732 entièrement enquêtées soit un taux de réponse de 97%. L'enquête a utilisé les différents questionnaires :

- Ménages, Alimentaires, Budgétaires, Nutritionnels.

### ***L'Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages (ELIM 2006)***

L'Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages (ELIM) est une enquête de type QUIBB (Questionnaire des Indicateurs de Base de Bien-être) avec trois autres modules spécifiques relatifs au Crédit-Épargne des membres du ménage, à la démocratie et la gouvernance (des personnes de 18 ans et plus) et aux revenus/dépenses des ménages.

Les objectifs spécifiques de l'ELIM sont :

- Élaborer les principaux indicateurs de bien-être social des divers groupes socio-économiques de la population.
- Identifier les groupes cibles devant bénéficier des programmes spéciaux conçus par les autorités pour répondre à leurs besoins.
- Suivre les changements qui s'opèrent dans le temps concernant le bien-être des ménages.
- Fournir une base de données pour les travaux de recherche.
- Contribuer à l'élaboration des divers programmes sectoriels destinés à améliorer le bien-être de la population. La préparation de ces programmes nécessite d'identifier les problèmes à résoudre par les politiques, ainsi que de savoir jusqu'à quel degré la population est affectée par ces problèmes.
- Concevoir des modèles permettant de simuler l'impact des choix faits en matière de politiques économiques et sociales.

L'ELIM a utilisé quatre types de questionnaire : QUIBB, Crédit-Épargne, Démocratie-Gouvernance et Revenus-Dépenses.

Le questionnaire QUIBB contient 9 sections : informations sur le questionnaire, liste des membres du ménage, éducation, santé, emploi, possessions et problèmes du ménage, caractéristiques du logement, pauvreté subjective/exclusion et enfants des moins de cinq ans.

Le Questionnaire Crédit et Épargne contient 3 sections qui sont : informations sur le questionnaire, les prêts consentis à tiers et les emprunts reçus de tiers.

Le questionnaire Démocratie et Gouvernance comprend 4 parties : informations sur la questionnaire, la démocratie, le fonctionnement de l'administration et des institutions et le rôle de l'État et des collectivités locales.

Enfin, le QRD comprend les 7 parties suivantes : informations sur le questionnaire, biens durables, autoconsommation et cadeaux reçus en nature, dépenses courantes, dépenses moins fréquentes, revenus et transferts du ménage.

L'ELIM 2006 a utilisé le même plan de sondage, seules les unités secondaires, les ménages, ont fait l'objet d'un nouveau tirage pour palier les déperditions constatées lors de l'ELIM 2003. Ainsi l'échantillon tiré a porté sur 750 unités primaires et 4 500 ménages (à raison de 6 ménages par unité primaire tirée). Afin de limiter le travail de dénombrement à l'intérieur des SE dont les populations ne répondent plus aux normes fixées, les grandes SE ont été segmentées et seul un segment a été retenu dans l'échantillon.

Toutes les sections d'énumération sélectionnées au premier degré ont pu être enquêtées à l'exception d'une seule dans la zone rurale de la région de Koulikoro. Au total, 4 494 ménages ont été enquêtés avec succès soit un taux de réponse de 99,9%.

### Encadré III : Méthode de détermination du seuil de pauvreté monétaire

Le principe de la détermination du seuil de pauvreté consiste à estimer le montant des ressources financières nécessaires pour acheter le panier de biens alimentaires fournissant l'apport calorique ci-dessus mentionné. A cette fin, les étapes de la démarche se présentent comme suit :

1. Déterminer le panier des biens alimentaires couramment consommés (y compris l'autoconsommation alimentaire) dans chaque région (considérée comme strate pour le Mali). Ce panier doit être représentatif de la consommation alimentaire de la majorité des ménages.
2. Une fois le panier de biens alimentaires défini, on détermine les quantités de produits consommées par jour en unité standard (principalement en kg ou en litre) par tête.
3. On procède ensuite pour chacun des produits identifiés à la conversion en calories à partir des données disponibles dans la table de correspondance des produits en calories et des quantités journalières de nutriments (en unités standards- kg/litre) ;
4. On détermine les valeurs totales en F CFA des consommations caloriques obtenues pour le panier retenu ;
5. On calcule à l'aide des prix relevés et des quantités estimées, la valeur totale des dépenses en produits pour les produits de la liste retenue.

On alors estime le seuil alimentaire journalier ( $Z_{A\_Jour}$ ) avec un seuil calorique normatif de SCN Kcal. Cette expression donne :

$$Z_{A\_Jour} = SCN \times \frac{\sum_{i=1}^n Q_i \times \text{Prixmoy}_i^{\text{Région}}}{\sum_{i=1}^n Q_i \times C_i}$$

Avec :

$Q_i$  = la quantité moyenne journalière consommée en produit  $i$  ;

$C_i$  = la valeur calorique (pour 100g ou 100 ml) correspondante au produit  $i$  consommé ;

$\text{Prixmoy}_i^{\text{Région}}$  = Prix moyen du produit  $i$  dans chaque région.

Le seuil alimentaire ( $Z_A$ ) annuel est estimé comme suit :

$$Z_A = Z_{A\_Jour} \times 365$$

Après avoir déterminé le seuil de pauvreté alimentaire, il faut estimer le seuil de pauvreté non alimentaire. Pour cette seconde composante, on applique au seuil alimentaire un coefficient donné afin de prendre en compte la consommation de produits non alimentaires. Le seuil de pauvreté correspond à la somme des composantes alimentaires et non alimentaires ainsi estimées.

### I. Analyse de la structure des dépenses de consommation totales

Dans cette partie nous allons développer la répartition des dépenses totales par fonction au niveau national, par milieu de résidence, par quintile de niveau de bien être, par région et par groupe socio économique. Ceci a l'importance d'apprécier le comportement des ménages face à la consommation sur l'ensemble des entités géographiques mais suivant leur situation socio économique.

### ***1.1- Évolution de la structure des dépenses de consommation totales au niveau national***

L'analyse de la structure de consommation au niveau national (**Tableau 1**) montre que les ménages ont alloués 50% de leurs dépenses à l'alimentation en 1989 contre 41,5% en 2006. La part des dépenses dans l'habillement a été plus forte en 1989 (14,9%) qu'en 2006 (5,1%). Il en est de même pour le logement et l'énergie qui a été de l'ordre de 11,5% en 1989 contre 9,3% en 2006.

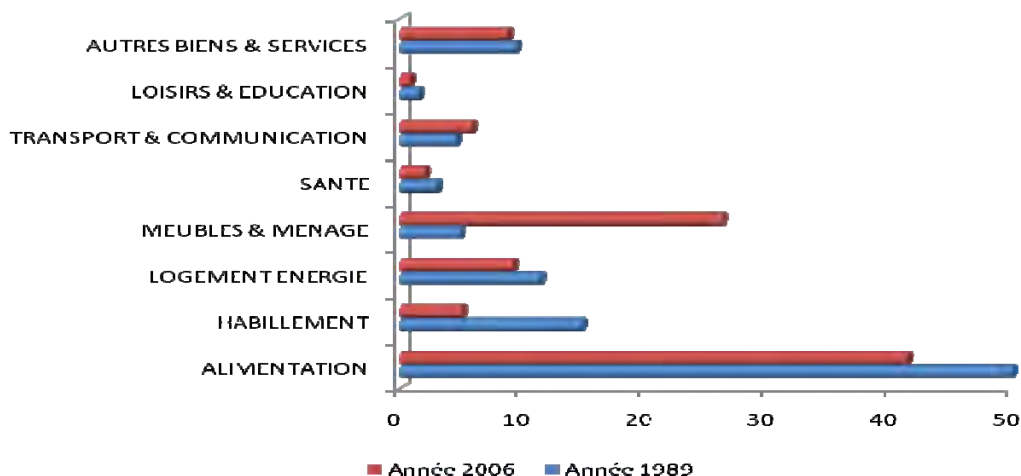
**Tableau 2 : Évolution de la structure des dépenses de consommation totales au niveau national**

	1989	2006
ALIMENTATION	50,0	41,5
HABILLEMENT	14,9	5,1
LOGEMENT ENERGIE	11,5	9,3
MEUBLES & MENAGE	4,9	26,3
SANTE	3,1	2,1
TRANSPORT & COMMUNICATION	4,6	5,9
LOISIRS & EDUCATION	1,6	0,9
AUTRES BIENS & SERVICES	9,5	8,9
Total	100,0	100,0

*Source : Données INSTAT, EBC89 ; ELIM2006*

Par contre les ménages se sont tournés à l'achat des meubles et aux dépenses d'entretien sur la période 1989-2006 (graphique ci-dessus) où la part consacrée à cette fonction a connu une hausse importante passant de 4,9% à 26,3%. Les Biens et services ont une part à peu près égale même si nous sentons une baisse sensible (9,5 et 8,9% respectivement pour 1989 et 2006). A la lumière de la structure au niveau national, nous allons porter un regard sur celle-ci par milieu de résidence.

**Graphique 1 : Évolution de la structure des dépenses de consommation totales au niveau national**



*Source : Données INSTAT, EBC89 ; ELIM2006*

<sup>3</sup> Un "coefficient budgétaire" est la part d'une dépense dans l'ensemble de la consommation d'un ménage.

### ***1.2 Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon le milieu de résidence***

L'analyse de la structure par milieu laisse voir une prépondérance de la consommation alimentaire des ménages ruraux. En effet, ceux-ci ont mis plus de la moitié de leurs dépenses dans l'alimentation. Toutefois, la tendance est à la baisse sur la période 1989-2006. Les ménages urbains ont une part budgétaire de 44,7% en 1989 et 34% en 2006. Par contre, pour les dépenses d'habillement en 1989, même si le coefficient budgétaire des ménages urbains est plus élevé que ceux ruraux (16,4 et 13,9% respectivement) ils ont la même part budgétaire en 2006 (5,1% chacun).

**Tableau 3 : Évolution de la structure des dépenses totales selon le milieu de résidence (%)**

	1989			2006		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
ALIMENTATION	44,7	53,3	50,0	34,0	50,2	41,5
HABILLEMENT	16,4	13,9	14,9	5,1	5,1	5,1
LOGEMENT ENERGIE	13,5	10,3	11,5	11,0	7,3	9,3
MEUBLES & MENAGE	4,3	5,3	4,9	30,7	21,2	26,3
SANTE	3,5	2,8	3,1	1,9	2,3	2,1
TRANSPORT & COMMUNICATION	5,6	4,0	4,6	7,2	4,5	5,9
LOISIRS & EDUCATION	2,2	1,2	1,6	1,2	0,5	0,9
AUTRES BIENS & SERVICES	9,8	9,2	9,5	8,9	8,9	8,9
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

### ***1.3 Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon les quintiles de dépenses totales par tête***

Le bien être est un indicateur qui traduit efficacement le niveau de vie de la population malienne. En le conciliant avec la consommation on se rend compte que du point de vue de l'alimentation les ménages aisés ont une part faible dans l'alimentaire. Il ressort des résultats (Tableau 4) que plus le niveau de vie augmente plus la part affecté dans l'alimentation baisse. Mais cette part n'est qu'une illusion puisqu'en réalité, les ménages aisés ont une quantité élevée des produits alimentaires seulement que leur revenu est plus élevé pour une affectation moindre<sup>4</sup>. Inverse, plus le niveau de vie augmente plus la part affectée dans les dépenses non alimentaires augmente. L'analyse dynamique sur la période 1989-2006 montre que l'augmentation des revenus a permis de constater

<sup>4</sup> Ernst Engel, économiste et statisticien allemand observait, dès 1857, l'évolution des dépenses de consommation en fonction du niveau de revenu où il énonce dans sa première loi que la part du revenu affectée aux dépenses d'alimentation est d'autant plus faible que le revenu est élevé.

l'augmentation du coefficient budgétaire des non alimentaires. Celui-ci a été de 58% pour le Quintile 5 en 1989 contre 68% en 2006.

**Tableau 4 : Évolution de la structure des dépenses totales selon les quintiles de dépenses totales par tête (%)**

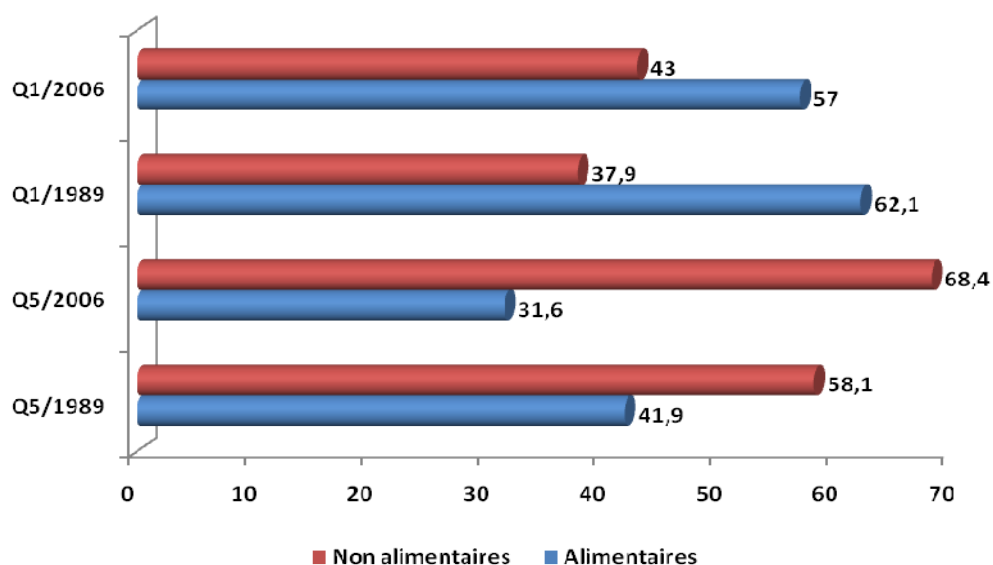
	1989						2006					
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Total	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Total
ALIMENTATION	62,2	57,8	53,5	50,7	41,9	50,0	57,0	55,0	51,9	46,0	31,6	41,5
HABILLEMENT	10,3	11,4	13,0	15,3	18,0	14,9	5,1	5,0	5,5	5,5	4,9	5,1
LOGEMENT ENERGIE	13,8	12,4	10,8	10,9	11,3	11,5	10,1	8,7	8,8	8,3	9,9	9,3
MEUBLES & MENAGE	3,1	3,6	4,9	4,9	5,8	4,9	15,0	17,3	18,3	22,1	33,8	26,3
SANTE	1,3	2,1	3,0	2,4	4,4	3,1	1,4	1,7	1,9	1,9	2,3	2,1
TRANSPORT & COMMUNICATION	1,4	2,7	4,0	4,7	6,4	4,6	0,9	1,9	3,6	6,0	8,0	5,9
LOISIRS & EDUCATION	0,8	0,7	1,2	1,8	2,3	1,6	0,4	0,5	0,5	0,7	1,3	0,9
AUTRES BIENS & SERVICES	7,2	9,2	9,7	9,4	10,0	9,5	10,1	10,0	9,6	9,5	8,1	8,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

Au regard du tableau ci-dessous, même si nous observons une augmentation du revenu des ménages sur la période 1989-2006, l'écart entre le 1<sup>er</sup> et le 5<sup>ème</sup> quintile reste élevé en matière de consommation non alimentaire. Ainsi, à la période 1989, les ménages les plus pauvres mettaient 38% des dépenses sur pour les non alimentaires ; cette catégorie affectait 62% de leur dépense dans l'alimentaire. Quant aux plus riches, la part affectée dans leur dépense non alimentaire était de 58% pour 42% sur l'alimentaire.

Pour la période 2006, au moment où les plus pauvres ont mis plus de la moitié de leur dépense dans l'alimentaire, les plus riches en mettent moins d'un tiers. Inversement cette dernière catégorie a mis 68,4% dans le non alimentaire contre 57% pour les plus pauvres.

**Graphique 2 : Évolution des dépenses totales des Quintiles 1 et 5 suivant la structure des dépenses**



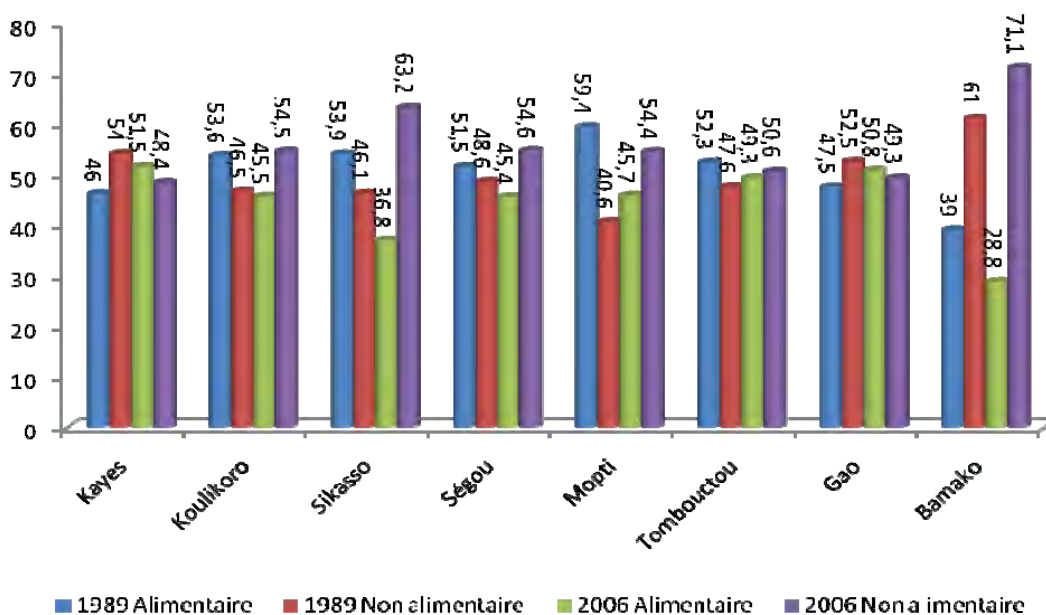
Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

#### 1.4 Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon le niveau sous-national

L'analyse par région montre que Bamako, la capitale du pays, a une part faible en dépenses alimentaires. Ceci s'explique principalement par le niveau de revenu<sup>5</sup> élevé des ménages leur permettant de se consacrer à un éventail de consommation autre que l'alimentaire. La situation économique caractérisée par une hausse des prix des produits de base a fait que les ménages des régions de Kayes et Gao<sup>6</sup> qui avaient mis moins de la moitié de leur dépenses dans l'alimentation en 1989 se sont retrouvés sensiblement à plus de cette moitié en 2006.

Par contre, les autres régions qui étaient à plus de leur moitié dans les dépenses alimentaires en 1989 se sont retrouvées à moins de cette part en 2006. Cela n'est pas le fruit du hasard puisque nous reconnaissons que ces régions regorgent de producteurs potentiels où une part importante est consacrée à l'autoconsommation contrairement aux régions de Kayes et Gao ; la première est surtout marquée par un taux élevée d'immigrants effectuant le plus souvent des transferts de l'extérieur et la seconde est caractérisée par une production moins intense avec un complément de pratique d'élevage.

**Graphique 3 : Représentation graphique de l'évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon le niveau sous-national**



Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

<sup>5</sup> Les enquêtes de consommation de 2001 et 2006 ont révélées que Bamako a une incidence de pauvreté respective de 17,6 et 7,9%

<sup>6</sup> La région de Gao regroupe Gao et Kidal puisqu'en 1989 Kidal était un cercle de Gao. Pour harmoniser cette analyse le même regroupement a été fait en 2006

**Tableau 5 : (1) Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon le niveau sous-national (1989)**

	1989								
	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Bamako	Total
ALIMENTATION	46,0	53,6	53,9	51,5	59,4	52,3	47,5	39,0	50,0
HABILLEMENT	13,9	14,3	11,3	10,8	16,7	18,0	17,1	21,0	14,9
LOGEMENT ENERGIE	15,5	8,1	9,3	11,2	11,5	10,9	11,4	13,6	11,5
MEUBLES & MENAGE	6,5	5,0	6,3	4,1	2,6	5,0	4,3	4,1	4,9
SANTE	2,6	4,5	3,2	3,4	0,6	1,3	2,8	3,9	3,1
TRANSPORT & COMMUNICATION	3,8	3,7	6,0	6,0	1,5	1,8	3,7	7,1	4,6
LOISIRS & EDUCATION	1,3	1,3	1,2	3,2	0,5	0,9	1,1	2,2	1,6
AUTRES BIENS & SERVICES	10,4	9,6	8,8	9,9	7,2	9,7	12,1	9,1	9,5
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

**Tableau 6 : (2) Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon le niveau sous-national (2006)**

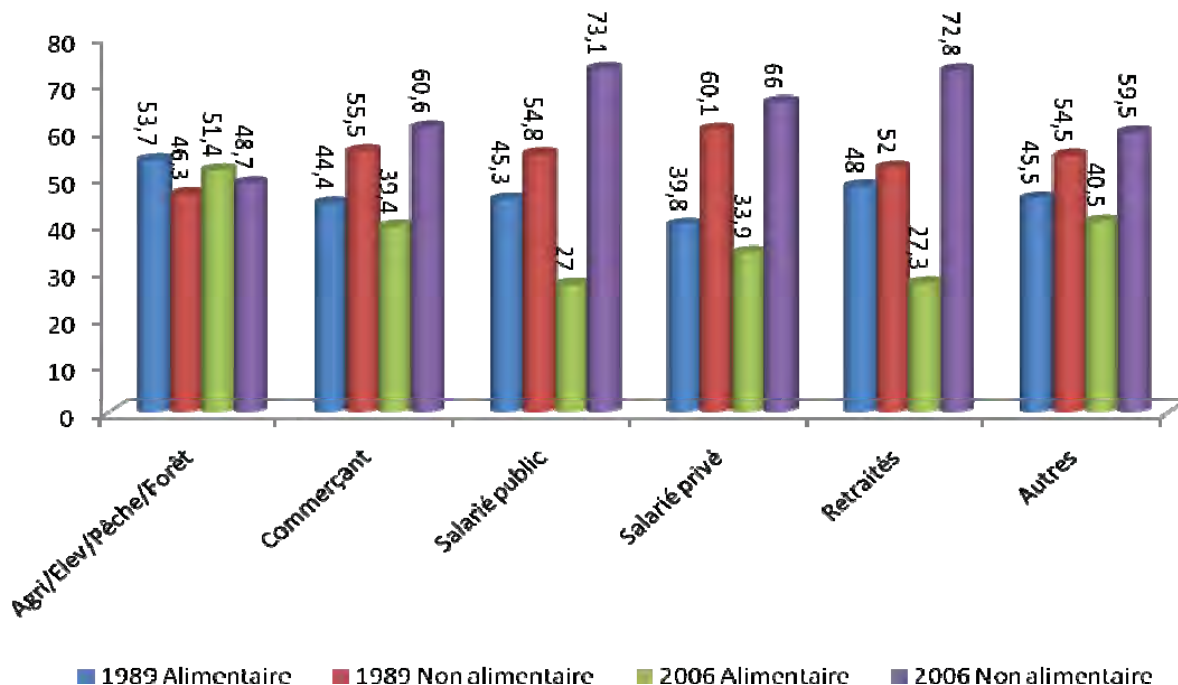
	2006								
	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Bamako	Total
ALIMENTATION	51,5	45,5	36,8	45,4	45,7	49,3	50,8	28,8	41,5
HABILLEMENT	5,7	4,7	5,0	4,4	5,4	5,3	7,4	5,0	5,1
LOGEMENT ENERGIE	7,8	9,0	8,9	7,4	6,4	6,0	9,3	13,8	9,3
MEUBLES & MENAGE	18,4	24,0	31,0	26,6	23,2	27,3	16,5	32,2	26,3
SANTE	1,9	3,3	2,5	2,1	1,9	1,3	0,9	1,5	2,1
TRANSPORT & COMMUNICATION	5,0	5,0	6,8	5,0	5,7	2,5	3,9	8,1	5,9
LOISIRS & EDUCATION	0,4	0,9	1,2	0,6	0,6	0,2	0,6	1,4	0,9
AUTRES BIENS & SERVICES	9,2	7,6	7,8	8,5	11,2	8,0	10,7	9,1	8,9
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

### **1.5 Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon les groupes socio-économiques**

L'analyse de la structure des dépenses de consommation par groupes socio économiques montre que les catégories ayant un niveau de revenu stable ont enregistré une baisse du coefficient budgétaire au niveau de la consommation alimentaire. Il s'agit entre autres des commerçants (dont le profit se trouve en augmentation croissance du fait du système de marché dont une place de choix est donné au secteur privé), les salariés du public et du privé (dont le revenu a accru durant la période leur favorisant un investissement sur les autres fonctions de consommation) ainsi que les retraités dont la dépendance est assurée par les salariés.

Graphique 4 : Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon les groupes socio-économiques



Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

Il faut noter que la catégorie appartenant au secteur primaire (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et forestiers) n'a pu se défaire considérablement de leur allocation en alimentation (53,7% en 1989 contre 51,4% en 2006) du fait de l'état rudimentaire de leur secteur n'occasionnant pas une hausse significative de leur revenu.

Tableau 7 : (1) Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon les groupes socio-économiques (1989)

	1989						
	Agri/Elev/Pêche/Forêt	Commerçant	Salarié public	Salarié privé	Retraités	Autres	Total
ALIMENTATION	53,7	44,4	45,3	39,8	48,0	45,5	50,0
HABILLEMENT	13,5	14,3	17,4	18,9	18,3	16,0	14,9
LOGEMENT ENERGIE	10,4	14,8	11,5	12,6	11,1	13,7	11,5
MEUBLES & MENAGE	4,9	3,6	6,9	3,9	3,5	4,8	4,9
SANTE	3,0	3,3	3,1	4,8	3,5	2,8	3,1
TRANSPORT & COMMUNICATION	4,0	6,2	4,9	8,3	4,1	5,2	4,6
LOISIRS & EDUCATION	1,3	2,6	2,4	2,8	1,0	1,8	1,6
AUTRES BIENS & SERVICES	9,2	10,7	8,6	8,8	10,5	10,2	9,5
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

**Tableau 8 : (2) Évolution de la structure des dépenses de consommation totales selon les groupes socio-économiques (2006)**

	2006						Total
	Agri/Elev/ Pêche/ Forêt	Commerçant	Salarié public	Salarié privé	Retraités	Autres	
ALIMENTATION	51,4	39,4	27,0	33,9	27,3	40,5	41,5
HABILEMENT	5,1	4,8	5,2	5,7	4,2	5,4	5,1
LOGEMENT ENERGIE	7,6	9,3	10,8	10,9	13,0	10,0	9,3
MEUBLES & MENAGE	20,1	27,5	38,0	29,6	38,3	25,6	26,3
SANTE	2,4	1,3	1,4	1,6	2,0	2,5	2,1
TRANSPORT & COMMUNICATION	4,3	7,3	8,0	6,6	6,9	5,9	5,9
LOISIRS & EDUCATION	0,5	0,9	1,7	1,2	0,9	0,9	0,9
AUTRES BIENS & SERVICES	8,7	9,5	8,0	10,4	7,5	9,2	8,9
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

### **I.6 Synthèse**

L'analyse des dépenses de consommation totales laisse voir une baisse des dépenses alimentaires sur la période 1989-2006. Cette baisse est constatée aussi bien en milieu urbain que rural. L'analyse a permis aussi de faire ressortir des résultats liés au niveau de vie où la part affectée dans l'alimentation baisse lorsque ce dernier augmente. Au niveau régional, les résultats ont montré que la capitale est celle où la part affectée dans l'alimentation est faible par rapport aux autres régions. Toutefois, la tendance générale était à la baisse sur la période. S'agissant des catégories socioprofessionnelles, l'analyse a montré que les agents disposant d'un revenu permanent ont enregistré une baisse dans les dépenses alimentaires tandis que les ceux ayant le secteur primaire comme activité principale n'ont pu se défaire considérablement de leur allocation alimentaire.

## **II. Analyse de la structure des dépenses alimentaires**

Au Mali, les ménages consomment essentiellement sous trois formes d'acquisition des biens. Il s'agit entre autre des achats, de l'autoconsommation et les cadeaux reçus. Selon l'importance du revenu certaines catégories sont plus importantes que d'autre. Cela est perceptible au niveau des ménages ruraux où l'autoconsommation est beaucoup plus élevée, que pour ceux du milieu urbain. Dans cette dynamique, du fait de la monétarisation de l'économie par l'ouverture du marché, on s'attend à ce que l'autoconsommation diminue au niveau national. La présente section aborde la structure

des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition par milieu, quintile de dépenses totales par tête et par région.

### **II.1 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition (achat ou autoconsommation)**

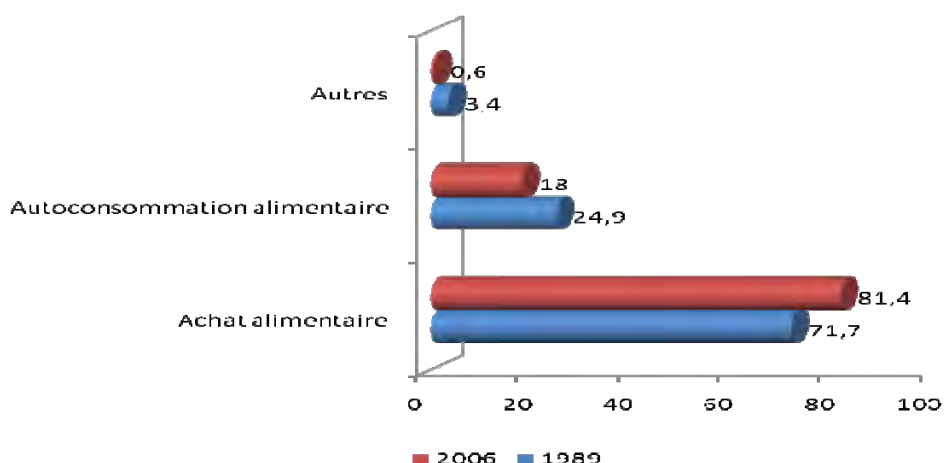
Le mode d'acquisition des aliments est un élément qui permet d'apprécier l'accès des ménages à la nourriture. Les différents aliments consommés peuvent provenir soit de leur propre production (autoconsommation), du marché (achat alimentaire). Ils proviennent également d'autres sources comme les dons, l'aide alimentaire, la chasse ou la cueillette.

Les tableaux 9 à 11 donnent la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition et le milieu de résidence, le quintile de dépenses et la région selon le cas. Nous observons qu'au Mali, les deux principales sources des aliments consommés sont les achats alimentaires et l'autoconsommation qui font plus de 96% des dépenses alimentaires en 1989. Les autres modes d'acquisitions sont presque nuls en 2006.

#### **II.1.1 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition au niveau national**

A l'échelle nationale, le principal mode d'acquisition est l'achat avec 71,7% des dépenses alimentaires en 1989. Cette proportion s'est accrue pour atteindre 81,4% en 2006. Cette augmentation des achats alimentaires est probablement due à la monétarisation de l'économie au niveau rural où les achats alimentaires sont passés de 58,1% en 1989 à 70,8% en 2006 (Tableau 9). Le milieu rural ne se contente plus de consommer uniquement les aliments produits localement, mais diversifie leur alimentation en achetant sur le marché ceux produits ailleurs.

**Graphique 5 : Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition au niveau**



Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

### II.1.2 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition par milieu de résidence

L'analyse faite un peu plus haut se confirme à travers l'analyse du tableau ci-dessous. On constate que les achats ont augmenté sur la période tandis que l'autoconsommation a diminué. L'évolution se traduit par une hausse de la part des achats dans les dépenses alimentaires des ménages résidant du milieu urbain passant de 93,6% en 1989 à 95,5% en 2006. L'évolution a été beaucoup plus forte en milieu rural avec 58,1% en 1989 et 70,8% en 2006.

Tableau 9 : Structure des dépenses alimentaires (en%) selon le mode d'acquisition et par milieu de résidence

Année	Milieu	Achat alimentaire	Autoconsommation alimentaire	Autres
1989	Urbain	93,6	4,4	2,1
	Rural	58,1	37,8	4,2
	<b>National</b>	<b>71,7</b>	<b>24,9</b>	<b>3,4</b>
2006	Urbain	95,5	3,9	0,6
	Rural	70,8	28,7	0,5
	<b>National</b>	<b>81,4</b>	<b>18,0</b>	<b>0,6</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

### II.1.3 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition par quintile des dépenses totales par tête

Conformément à la théorie économique, les achats alimentaires croient avec le niveau des dépenses exprimées par le quintile. Ils passent de 56,0 pour le premier quintile à 82,4% pour le cinquième en 1986. La même tendance est observée en 2006.

Au cours de la même période, on note une baisse de l'autoconsommation alimentaire quelque soit le niveau de vie des ménages. Cette baisse est un peu marquée dans les ménages à niveau de vie élevé (environ 8 points de pourcentage dans le quatrième quintile et 9 points dans le cinquième).

Les autres modes d'acquisition sont insignifiants en 2006 comparativement à 1989 où ils atteignaient les 3%.

**Tableau 10 : Structure des dépenses alimentaires (en) selon le mode d'acquisition et par quintile**

Année	Quintile	Achat alimentaire	Autoconsommation alimentaire	Autres
1989	1	56,0	38,5	5,5
	2	60,7	35,7	3,6
	3	67,5	29,4	3,1
	4	70,7	26,3	2,9
	5	82,4	14,5	3,1
	<b>National</b>		<b>71,7</b>	<b>24,9</b>
2006	1	64,2	35,0	0,8
	2	69,9	29,5	0,6
	3	73,0	26,2	0,7
	4	81,0	18,5	0,5
	5	94,0	5,5	0,5
	<b>National</b>		<b>81,4</b>	<b>18,0</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

#### II.1.4 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition par région

Dans toutes les régions du Mali, les achats alimentaires sont plus importants que l'autoconsommation. Cependant, dans les régions de grande production agricole comme Sikasso, Mopti, Koulikoro et Ségou, les achats alimentaires sont inférieurs à la moyenne nationale.

L'autoconsommation des aliments est en baisse dans toutes les autres régions mais à des proportions différentes. Cette baisse est très marquée dans la région de Mopti entre 1989 et 2006 passant 35,5% à 14,1%.

**Tableau 11 : Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition et par région en 2006**

	1989			2006		
	Achat alimentaire	Autoconsommation alimentaire	Autres	Achat alimentaire	Autoconsommation alimentaire	Autres
KAYES	71,2	26,0	2,8	77,4	21,8	0,8
KOULIKORO	65,5	25,8	8,7	75,8	23,9	0,3
SIKASSO	58,9	39,1	2,1	65,8	33,4	0,8
SEGOU	67,7	30,0	2,3	78,8	20,5	0,6
MOPTI	61,6	35,5	3,0	85,4	14,1	0,5
TOMBOUCTOU	76,4	20,8	2,8	82,7	16,1	1,3
GAO	78,0	19,0	3,0	87,6	12,3	0,1
KIDAL				93,0	6,5	0,5
BAMAKO	98,7	,8	,6	98,8	0,8	0,4
<b>Total</b>	<b>71,7</b>	<b>24,9</b>	<b>3,4</b>	<b>81,4</b>	<b>18,0</b>	<b>0,6</b>

Source: Données INSTAT, ELIM2006

NB : La région de Kidal n'était pas encore créé en 1989.

## II.2. Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales

Sur la période 1989-2006, la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales des ménages a connu une baisse de 6 points de pourcentage. Elle est passée de 43,4% en 2006 à 49,5% en 1989. Il existe, cependant, des disparités selon le milieu de résidence, le niveau de vie du ménage et la région.

### II.2.1. Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par milieu de résidence

Suivant le milieu de résidence, la part de l'alimentation dans la dépense totale est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain (tableau 12). Aussi, alors qu'on observe une baisse de la part de l'alimentation en milieu urbain, elle a connu une légère hausse en milieu rural.

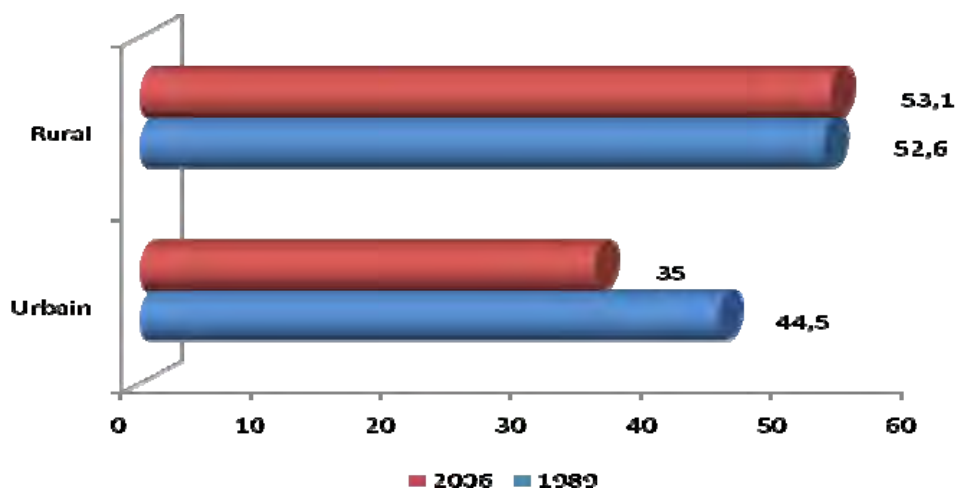
Tableau 12 : Part (en %) des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par milieu de résidence

Milieu	1989	2006
Urbain	44,5	35,0
Rural	52,6	53,1
National	49,5	43,4

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

Or, il est admis que la part de l'alimentation baisse lorsque le revenu augmente. Faut-il conclure que le niveau de vie se détériore en milieu rural alors qu'elle s'améliore en milieu urbain. Le difficile accès des zones rurales contribue à renchérir les prix dans ce milieu, de sorte les ménages qui doivent acheter les denrées alimentaires sont obligés de dépenser plus pour satisfaire leurs besoins.

Graphique 6 : Part (en %) des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par milieu de résidence



Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

## II.2.2. Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par quintile des dépenses totales par tête

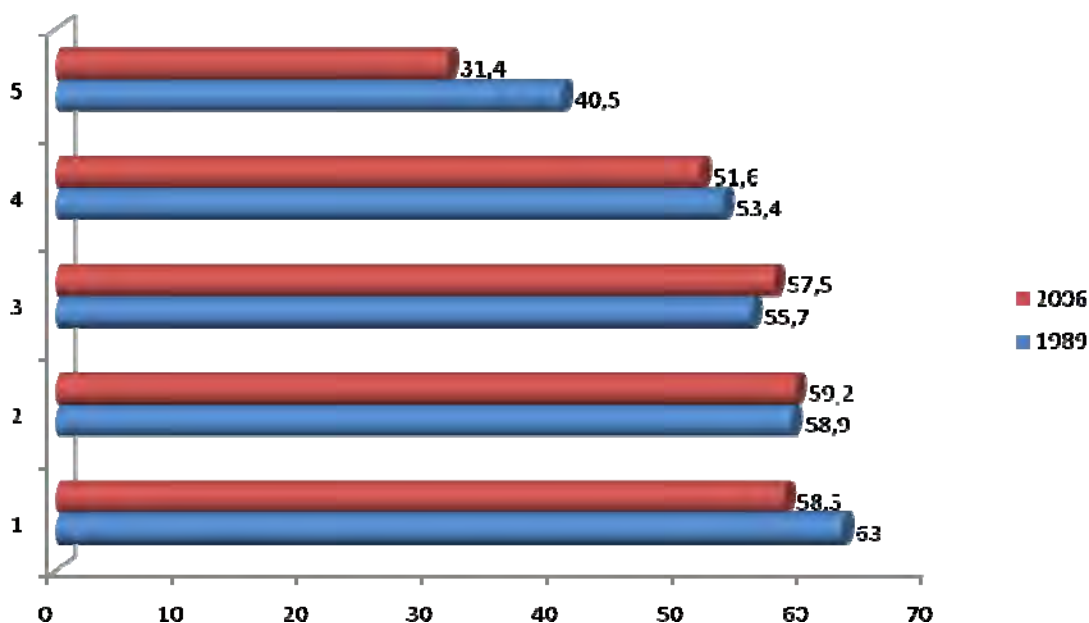
Le coefficient budgétaire de l'alimentation diminue lorsque le niveau de vie croît. Il passe de 63,0% au premier quintile à 40,5% au cinquième quintile. Sur la période, on note une baisse de la part des dépenses alimentaires dans tous les quintiles sauf au troisième où il y a une légère hausse.

Tableau 13 : Part (en %) des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par quintile

Quintile	1989	2006
1	63,0	58,3
2	58,9	59,2
3	55,7	57,5
4	53,4	51,6
5	40,5	31,4
National	49,5	43,4

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

Graphique 7 : Part (en %) des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par quintile



Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

## II.2.3. Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par région

Le tableau 14 montre de grandes disparités régionales dans la répartition des parts de l'alimentation dans les dépenses totales.

En 1989, cette part est inférieure à la moyenne nationale dans le district de Bamako et les régions de Kayes (45,4%) et Gao (47,1%). Cependant, elle s'est accrue dans ces deux dernières entre 1989 et 2006.

En 2006, le coefficient budgétaire de l'alimentation est inférieur à la moyenne nationale à Bamako et dans la région de Sikasso pendant qu'à Kidal, il est sensiblement égal cette moyenne.

Les régions ayant un coefficient budgétaire de l'alimentation élevé sont Tombouctou (55,7%), Gao (54,1%) et Kayes (50,2%). Les baisses significatives sont enregistrées à Sikasso (14 points de pourcentage), Mopti (10 points) et Bamako (9 points).

**Tableau 14 : Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales par région**

<b>REGION</b>	<b>1989</b>	<b>2006</b>
KAYES	45,4	50,2
KOULIKORO	52,9	47,8
SIKASSO	53,9	39,6
SEGOU	50,3	48,2
MOPTI	59,2	48,8
TOMBOUCTOU	51,9	55,7
GAO	47,1	54,1
KIDAL		43,6
BAMAKO	39,0	30,3
NATIONAL	49,5	43,4

*Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006*

### ***II.3. Structure des dépenses alimentaires par produit***

Du fait du poids de l'alimentation dans la consommation des ménages comme ressorti dans les tableaux ci-dessus, l'analyse de la structure de la consommation nécessite une évaluation des dépenses des ménages par produit. A cet effet, une décomposition a été faite suivant une liste de 14 produits (tableau ci-dessous). Cette analyse sera appréciée par milieu de résidence, par quintile et par région.

L'analyse de la structure au niveau national montre que le riz et le mil ont une part importante dans la consommation des ménages maliens. La dynamique est plus marquée dans la consommation du riz où le coefficient budgétaire a augmenté sur la période 1989-2006 passant de 11,5 à 18,6 respectivement. Cette augmentation s'explique d'une part l'augmentation de la production du riz local mais aussi par une augmentation de

l'importation. Le mil par contre a connu une baisse de son coefficient budgétaire puisque le pays depuis les années 90 connaît de sécheresse en intermittence avec les bonnes campagnes de production. Aussi, un aspect majeur est que ce produit est beaucoup plus consommé en milieu rural du fait de l'autoconsommation où une baisse du niveau de production entraîne une baisse de la consommation.

D'autres produits ne sont pas moins négligeables comme la viande (9,8% pour la période 1989-2006), les fruits et légumes (12 et 7,2% respectivement pour 1989 et 2006).

Toutefois, la consommation d'un produit peut dépendre du milieu de résidence. C'est ce qui est abordé dans la sous section suivante.

**Tableau 15 : Structure des dépenses alimentaires par produit au niveau national**

<b>Produit</b>	<b>1989</b>	<b>2006</b>
Sorgho	9,3	5,7
Riz	11,5	18,6
Mil	13,9	11,8
Mais	3,3	3,9
Blé	1	0,2
tubercules	1,2	1,9
fruits et légumes	12	7,2
légumineuse	7,2	6,2
huile et oléagineux	3,3	4,3
viande/volaille	9,8	9,8
poisson	5,8	5,4
lait/produits laitiers et œufs	3,2	4,2
sucre et sucrerie	3,2	6,3
autres aliments	15,4	14,5
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### **II.3.1 Structure des dépenses alimentaires par produit et par milieu de résidence**

L'analyse de dépenses alimentaires par milieu de résidence laisse voir, en milieu urbain, une importance particulière de certains produits sur la période 1989 et 2006 comme le riz (16 et 20%) ; les fruits et légumes (12,8 et 5,8%) ; la viande et volaille (15,1 et 13%) mais aussi le groupes des autres produits alimentaires<sup>7</sup> (15,9 et 15,6%). La particularité de l'évolution des fruits et légumes à la baisse s'explique par l'ouverture de la filière sur le monde extérieur rendant du coup l'offre moins importante sur le marché local. Cette valorisation a conduit à une hausse des prix de ce groupe de produits.

<sup>7</sup> Autres produits alimentaires regroupent notamment les épices et autres condiments qui bien vrai qu'ils sont en quantité infime dans la panier mais leur consommation est fréquente et indispensable dans toutes les préparations quelque soit le milieu.

Le second groupe de produits qui ont atteint à peine 10% sont le sorgho (5,4 et 3,2%) le mil (6,4 et 6,7%) les légumineuses (4,4 et 4,7%) l'huile et les oléagineux (4,4 et 4,9%) le poisson (6 et 5,3%).

Le milieu rural reste marqué par une part importante des produits vivriers. Sur la période 1989-2006, le coefficient budgétaire du sorgho a connu une baisse passant de 11,4% à 7,6%. En effet, la production de cette culture a augmenté mais les exportations vers les pays frontaliers ont pris de l'ascendance jouant sur l'équilibre du marché. Il faut noter aussi la diversité dans la consommation des producteurs en échangeant sur le marché leur production contre de la monnaie pour faire face à d'autres types de consommation. Ils parviennent par exemple à faire face à l'achat du riz qui constitue un produit précieux en milieu rural. Ce dernier a atteint un niveau du coefficient 17,3% en 2006 contre 9,2% en 1989. Cette situation est de même pour les fruits et légumes où les producteurs ne se contentent plus de leur propre consommation. Ils produisent actuellement pour la vente de la plupart de leur produit. Allusion faite à la pastèque qui a connu depuis les années 2000 à une alimentation croissante du marché malien. Il en est de même pour les légumineuses (8,5% en 1989 et 4,4% en 2006). Le mil reste un produit de base en milieu rural c'est pourquoi son coefficient budgétaire n'a pas connu assez de baisse (17,8% en 1989 et 15,6% en 2006). La consommation du maïs a sensiblement augmenté du fait où la part dans les dépenses alimentaires a passé de 4,2% à 4,9%. L'analyse du tableau laisse voir une augmentation sensible de la part budgétaire de la viande et des produits laitiers respectivement de 0,6 et 0,7 point. La part dans la consommation du sucre a augmenté de 4 points sur la période. Si les tubercules ont eu leur part augmentée en milieu urbain de 1,3 point, cette augmentation a atteint difficilement 1 point en milieu rural (0,7).

**Tableau 16 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par milieu de résidence**

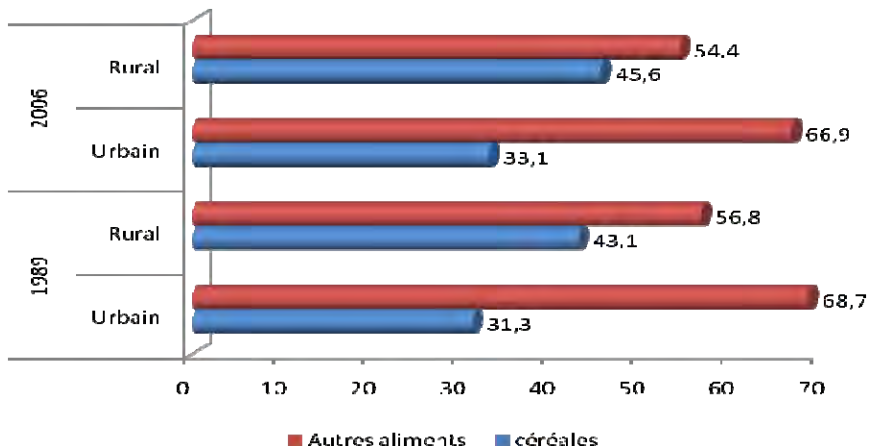
Produit	1989		2006	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Sorgho	5,4	11,4	3,2	7,6
Riz	16	9,2	20,3	17,3
Mil	6,4	17,8	6,7	15,6
Mais	1,6	4,2	2,6	4,9
Blé	1,9	0,5	0,3	0,2
tubercules	1,7	0,9	3	1
fruits et légumes	12,8	11,6	5,8	8,2
légumineuse	4,7	8,5	8,4	4,4
huile et oléagineux	4,4	2,7	4,9	3,8
viande/volaille	15,1	6,9	13	7,5
poisson	6	5,6	5,3	5,5
lait/produits laitiers et œufs	3,1	3,3	4,5	4
sucré et sucrerie	5	2,3	6,4	6,3
autres aliments	15,9	15	15,6	13,7
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

En faisant une analyse comparative sur la période entre les céréales et les autres produits alimentaires (graphique 8 ci-dessous), on se rend compte que quelque soit le milieu les autres aliments ont un coefficient budgétaire plus important que les céréales. Toutefois, les coefficients des autres produits alimentaires restent plus élevés en milieu urbain que ceux du rural.

Aussi, les situations dans les consommations de céréales sur la période et le milieu sont inversement appréciées. Si les coefficients budgétaires des céréales ont connu une augmentation sensible en milieu rural, ils ont été d'une baisse sensible en milieu urbain. Par contre, la tendance à la baisse a été de même pour les autres aliments aussi bien en milieu urbain que rural.

**Graphique 8 : Structure des dépenses alimentaires par groupe de produits et par milieu de résidence**



Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

### **II.3.2. Structure des dépenses alimentaires par produit et par quintile des dépenses totales par tête**

Du point de vue de niveau de vie, il est intéressant de voir le comportement des ménages par rapport à la consommation des produits alimentaires. L'évolution de la consommation selon le niveau laisse voir que :

- La part consacrée aux produits comme le sorgho, le mil, le maïs diminue quand le niveau de vie augmente ;
- La part du riz et de la viande/volaille augmente quand le niveau de vie augmente ;
- Les produits comme les tubercules, les fruits et légumes, le poisson, le lait et produits laitiers, l'huile et les oléagineux ont des coefficients budgétaires presque constants au regard des résultats du tableau ci-dessous.

**Tableau 17 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par quintile de dépenses totales /tête**

Produit	1989					2006				
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
sorgho	10,8	10,5	12	10,1	6,5	8,7	7,3	7,6	6,3	3
riz	7,2	10,6	10,2	13	12,7	12,3	16,6	18,5	19,9	19,9
mil	24,1	19,9	17,3	12,7	7,9	18,8	17,6	15	11,5	6,7
maïs	5,7	5,7	3,1	3,6	1,7	5,9	5	5,3	4,2	2,3
Blé	0,2	0,3	0,6	0,9	1,7	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3
tubercules	0,5	0,9	1,2	1,1	1,5	0,8	1	1	1,3	3,2
fruits et légumes	13,5	11,2	11,2	10,7	13,2	9,2	8,6	7,7	6,7	6,3
légumineuse	4,5	6,5	8,7	8,6	6,3	4,8	4,8	4,8	5,8	7,9
huile et oléagineux	2,4	2,4	3,5	3,2	3,8	4,3	4,1	4,2	4,2	4,5
viande/volaille	4,2	6	6,7	8,6	15	5,2	6,1	7,3	9,5	13,8
poisson	6,6	6,9	5,9	6,1	4,8	6,1	5,2	5,4	5,5	5,3
lait/produits laitiers et œufs	3,4	3	2,9	3,4	3,4	2,6	3,3	3,3	4,4	5,2
sucre et sucrerie	1,2	1,8	2,8	3,4	4,4	7,6	6,5	6	6,5	6,1
autres aliments	15,7	14,1	13,7	14,5	17,2	13,5	13,8	13,9	13,9	15,6
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

### II.3.3. Structure des dépenses alimentaires par produit et par région

Le tableau ci-dessous dresse la situation de la distribution des parts de consommation des produits alimentaires par région.

En effet, la part du sorgho dépassait les 10% en 1989 pour les trois premières régions du pays à savoir Kayes, Koulikoro et Sikasso. Cette part reste élevée pour les mêmes régions en 2006 mais n'atteint guère les 10%.

La part dans la consommation du riz, en 1989, reste élevée pour les régions considérées comme les zones de production à l'exception de Bamako qui est l'agglomération à forte consommation de produits. En 2006, toutes les régions ont dépassé les 10% dans la consommation du riz dû surtout à l'intensification des programmes de vulgarisation de cette culture à travers le pays.

Les fruits et légumes sont surtout consommés dans toutes les régions sauf celles du Nord puisque celles-ci n'enregistrent pas une production importante de ces produits. Toutefois, on constate que les parts ont diminué en 2006 à cause d'une politique de commercialisation mise en place depuis les années 2005 garantissant des conditions beaucoup plus meilleures du secteur privé.

Quant à la viande, sa consommation est marquée au Nord du pays sur la période avec des coefficients budgétaires plus élevés.

Des produits comme le sucre, le lait gardent leur constance avec des parts sensiblement égales dans toutes les régions et quelle que soit la période.

Les régions appartenant aux zones sahéliennes et sahariennes, zones à forte intensité d'élevage, ont des parts plus élevées dans les dépenses de consommation de lait que les autres régions.

**Tableau 18 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par région en 1989**

Produit	KAYES	KOULIKORO	SIKASSO	SEGOU	MOPTI	TOMBOUCTOU	GAO	BAMAKO	NATIONAL
sorgho	18,2	12,2	11,1	4,1	3,7	6,5	3,1	6,1	9,3
riz	6,9	5,9	5,5	14,0	18,2	23,0	23,3	16,1	11,5
mil	5,0	15,8	19,5	20,4	19,0	12,9	8,5	4,1	13,9
mais	5,1	2,5	8,7	1,9	0,5	0,7	3,1	1,1	3,3
Blé	1,0	0,9	0,5	0,6	0,2	1,4	2,0	2,5	1,0
tubercules	1,4	1,2	1,9	0,5	0,8	1,0	0,4	1,6	1,2
fruits et légumes	12,0	12,3	12,7	11,9	12,8	5,2	3,4	15,2	12,0
légumineuse	16,6	9,9	7,4	2,5	3,0	3,1	0,6	4,0	7,2
huile et oléagineux	2,6	2,2	2,4	4,4	5,0	2,7	3,3	4,0	3,3
viande/volaille	11,4	7,9	6,3	9,9	5,3	10,6	16,2	16,8	9,8
poisson	2,5	3,4	2,6	7,8	12,5	11,2	12,8	4,1	5,8
lait/produits laitiers et œufs	2,8	3,0	2,1	2,7	4,4	6,0	5,7	3,2	3,2
sucre et sucrerie	3,2	3,0	1,8	2,8	2,6	4,9	4,4	5,7	3,2
autres aliments	11,3	19,7	17,6	16,5	12,0	11,0	13,1	15,4	15,4
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

**Tableau 19 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par région en 2006**

Produit	KAYES	KOULIKORO	SIKASSO	SEGOU	MOPTI	TOMBOUCTOU	GAO	KIDAL	BAMAKO	NATIONAL
sorgho	7,7	9,2	7,3	5,8	4,0	2,1	2,2	0,0	2,8	5,7
riz	12,6	13,4	11,2	19,7	24,0	35,3	35,9	27,2	18,9	18,6
mil	10,2	15,5	8,0	13,9	18,3	10,4	13,0	4,9	5,3	11,8
mais	4,6	4,0	15,3	1,3	1,0	0,4	0,9	0,3	1,6	3,9
Blé	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	1,0	0,1	7,3	0,3	0,2
tubercules	1,1	1,6	1,8	1,3	1,4	1,1	0,2	0,9	4,4	1,9
fruits et légumes	9,9	8,9	8,4	5,8	6,8	3,0	1,1	0,9	6,8	7,2
légumineuse	5,8	6,4	5,5	7,0	4,3	3,9	4,4	3,0	8,9	6,2
huile et oléagineux	4,2	4,2	4,4	5,4	3,0	4,1	4,1	5,5	4,5	4,3
viande/volaille	11,7	9,5	8,2	8,8	7,5	11,5	4,5	12,4	13,4	9,8
poisson	3,3	4,4	4,6	5,9	7,3	5,9	6,6	1,4	6,3	5,4
lait/produits laitiers et œufs	4,7	3,4	3,1	3,5	4,8	4,5	5,9	6,9	4,9	4,2
sucre et sucrerie	6,8	6,1	7,5	6,6	5,7	5,4	5,5	8,0	6,0	6,3
autres aliments	17,2	13,3	14,5	14,8	11,9	11,5	15,6	21,3	15,9	14,5
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

#### II.4. Synthèse

L'analyse de la structure des dépenses alimentaires suivant les trois formes d'acquisition a permis de caractériser le système économique qui est de plus en plus monétarisé par le fait de la baisse de l'autoconsommation des ménages sur la période 1989-2006. Les résultats ont montré que le principal mode d'acquisition est l'achat qui a d'ailleurs augmenté sur la période passant de 71,7% en 1989 à 81,4% en 2006. Cet aspect est surtout imputable au milieu rural avec une hausse significative sur la période. Parallèlement, l'autoconsommation a diminué passant de 25 à 18% sur la période. Les achats alimentaires croissent avec le niveau de vie au regard obtenu. Ceux-ci passent de 56% pour le premier quintile à 82% pour le cinquième quintile.

### III. Analyse de la propension marginale à consommer des produits alimentaires

Les coefficients budgétaires ne traduisent pas efficacement l'évolution de la consommation des ménages par le niveau du revenu. Pour apprécier le niveau de cette évolution on utilise généralement la part marginale ou propension marginale qui est un paramètre de mesure à partir duquel l'évolution est traduite. Il s'exprime en taux dont l'interprétation est faite suivant l'évolution de la consommation à la suite de l'évolution du revenu.

L'estimation des propensions marginales de chaque produit ou groupes de produits est faite à partir du modèle semi-logarithmique s'écrivant sous la forme :

$$C_{ij} = a_i Y_j + b_{1i} Y_j \ln y_j + b_{2i} N_j + \varepsilon_{ij}$$

Où :

$C_{ij}$  = dépenses sur le produit  $i$  par le ménage  $j$

$Y_j$  = revenu/dépenses du ménage  $j$

$y_j$  = revenu/dépenses par tête du ménage  $j$

$N_j$  = taille du ménage  $j$

$a_i, b_{1i}, b_{2i}$  sont les paramètres à estimer

La propension marginale à consommer est alors donnée par :

$$\frac{\partial C_{ij}}{\partial Y_j} = a_i + b_{1i} \ln y_j + b_{1i}$$

Dans la mesure où les ménages maliens ont un comportement différent dans la consommation des produits alimentaires, la présente section est analysée sous ces deux aspects.

### *III.1 Évolution de la part marginale des différents produits par milieu de résidence*

Les résultats du tableau 20 montrent que les poste sorgho et maïs présentent des propensions marginales à consommer négatives pour traduire que la hausse des revenus des ménages urbains en 1989 se traduit par une baisse des dépenses de ces produits. Tel n'est plus le cas en 2006, où ces produits ont fait l'objet d'une consommation positivement corrélée avec le niveau de revenu de ces mêmes ménages. La situation des ruraux dans la consommation à partir du pouvoir d'achat est de fait traduit par les résultats du tableau dans la mesure où leurs revenus augmentent moins vite pour faire face aux situations du marché, on se rend compte ainsi que leur préférence est mitigée. En effet, la dynamique de leur consommation sur la période permet de traduire ce phénomène où quelque soit l'année, leur dépense augmente avec le niveau du revenu. Toutefois, la consommation augmente beaucoup plus vite pour certains produits que d'autres. Les ruraux par exemple ont eu une préférence<sup>8</sup> plus grande dans la consommation des produits de première nécessité comme le riz, le sorgho, le mil, la viande et le sucre et cela à travers l'augmentation des propensions marginales. Mais il faut reconnaître que cette augmentation n'est pas le fruit du hasard puisque les ménages changent leur comportement une fois qu'ils sentent une modification dans la situation du marché. Ors, la période 2000 est marquée par une flambée des prix des produits agricoles aggravée à partir de 2004 avec la crise acridienne au sahel.

---

<sup>8</sup> On parle de **préférence** lorsque les dépenses d'un bien augmentent avec le revenu.

**Tableau 20 : Part (en %) marginale dans le budget de consommation par milieu de résidence**

Produit	1989			2006		
	Urbain	Rural	National	Urbain	Rural	National
sorgho	-0,02	1,73	0,65	0,16	2,00	0,27
riz	4,95	9,25	8,27	3,24	11,39	7,42
mil	1,47	4,81	2,80	0,68	4,30	1,11
maïs	-0,15	0,34	0,04	0,35	1,42	0,59
Blé	1,05	0,25	0,58	0,14	0,06	0,11
tubercules	0,72	0,42	0,66	1,23	0,67	1,12
fruits et légumes	4,56	5,25	5,25	1,48	2,88	1,62
légumineuse	1,26	3,56	2,31	2,00	2,50	2,83
huile et oléagineux	1,81	2,63	2,45	1,13	1,85	1,60
viande/volaille	7,47	4,22	6,51	4,52	5,13	5,47
poisson	1,89	4,32	3,65	1,16	2,55	1,55
lait/produits laitiers et œufs	1,52	2,17	1,94	1,72	2,67	2,04
sucre et sucrerie	1,76	1,94	2,29	1,31	2,74	2,00
autres aliments	8,06	7,17	7,48	4,16	6,75	5,39
dépenses non alimentaires	63,18	51,00	54,32	76,44	51,07	66,29

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

### **III.2 Évolution de la part marginale des différents produits par quintile de dépenses totales par tête**

Par niveau de vie (Tableau 21), on constate que des différences apparaissent dans le choix des consommations des ménages. Ainsi certains produits font d'une préférence que d'autres. Mais celle-ci n'est fondée obligatoire sur le revenu ; d'autres facteurs interviennent comme le fait d'être producteur des vivriers par exemple puisque l'autoconsommation est valorisée au prix du marché. C'est dans cet ordre d'idée que la consommation du mil est préférée par certaines classes plus que d'autres. Le 1<sup>er</sup> quintile dont les ménages ont le plus bas niveau de vie augmente leur consommation lorsque leur revenu augmente avec 17,31% de part marginale. Ces ménages sont suivis par leur second immédiat (13% environ de part marginale). Cette situation peut être due par le fait que ces catégories se trouvent dans des zones de fortes de production de mil.

Les dépenses liées à la consommation du sorgho baissent lorsque le niveau de vie augmente sur la période 1989-2006. Les quintiles 4 et 5 démontrent à suffisance cet état de fait dans le tableau où les ménages leur appartenant préfèrent substituer ce produit à d'autres.

D'une façon générale, l'analyse du tableau sur la période montre que les ménages ont augmenté leur niveau de consommation en passant du préférentiel pour se maintenir dans leur classe. Cela est d'autant plus juste puisque l'indice des prix alimentaire est resté

stable, passant de 110.9 en 2001 à 110.7 en 2005 et à 110.3 en 2006. C'est pourquoi la plupart des parts marginales qui étaient négatives en 1989 se trouvent positives en 2006 avec des niveaux différents selon la classe à laquelle les ménages appartiennent. L'abondance du riz sur le marché malien au profit des autres spéculations favorise son accès que les autres. Ceci est perceptible à travers les parts élevées au niveau de l'ensemble des quintiles sauf le quintile 5 qui a des parts plus faibles dans la consommation de l'ensemble des produits alimentaires. Cette classe, de part son niveau de revenu, fait des gros investissements au niveau du groupe des produits non alimentaires.

**Tableau 21 : Part (en %) marginale dans le budget de consommation par quintile**

Produit	1989					2006				
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
sorgho	0,45	0,61	10,16	-5,40	-0,24	5,12	4,15	1,77	-0,66	-0,13
riz	4,83	12,92	5,69	9,85	3,21	14,22	10,52	12,20	9,25	0,25
mil	17,31	12,38	-1,77	0,22	0,43	8,80	1,96	9,18	2,07	-0,08
mais	0,90	0,99	-1,15	-1,09	-0,08	1,21	2,94	1,37	0,00	-0,03
Blé	-0,04	0,30	-0,96	0,61	0,76	-0,20	-0,02	0,17	0,14	0,13
tubercules	0,56	0,82	1,49	1,52	0,63	0,04	2,11	0,09	0,93	1,14
fruits et légumes	6,62	9,90	0,69	5,65	3,63	3,86	4,77	2,48	2,11	1,23
légumineuse	1,51	-0,59	10,90	-2,89	0,70	4,05	2,92	2,61	3,84	1,42
huile et oléagineux	1,62	0,80	7,08	5,62	1,72	2,78	2,41	1,21	0,49	0,78
viande/volaille	3,97	7,59	-0,37	8,63	6,24	4,22	6,05	4,75	6,65	3,85
poisson	5,53	8,03	1,86	6,35	0,67	4,72	4,28	3,78	4,14	1,14
lait/produits laitiers et œufs	4,43	1,58	1,14	4,22	1,79	2,79	-0,26	2,57	2,07	1,31
sucre et sucrerie	1,70	2,21	0,17	3,10	2,01	4,31	3,19	2,63	2,26	0,63
autres aliments	7,43	7,05	6,56	6,08	10,95	5,78	10,58	4,84	6,29	3,03
dépenses non alimentaires	41,35	31,55	61,47	54,82	66,03	38,05	43,51	49,08	59,51	85,46

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

#### IV Analyse de l'insécurité alimentaire et des inégalités d'accès à l'alimentation

L'insécurité alimentaire est définie comme « l'incapacité de se procurer ou de consommer des aliments de qualité, en quantité suffisante de façon socialement acceptable, ou l'incertitude d'être en mesure de le faire<sup>9</sup>»

<sup>9</sup> Davis et Tarasuk (1994)

Certains facteurs agissent de manière continue et presque habituellement sur la situation alimentaire des ménages. Ils sont liés à la structure organisationnelle de la production et du système de répartition dans la société. Ils sont appelés facteurs structurels. D'autres facteurs affectent le système de production de façon inhabituelle et provoquent une insécurité alimentaire limitée dans le temps, ce sont des facteurs conjoncturels.

#### **Encadré IV : Facteurs structurels et conjoncturels de l'insécurité**

**Les facteurs structurels** qui agissent sur la situation alimentaire des maliens sont essentiellement liés à la faible dotation du pays en ressources naturelles, au bas niveau technique des exploitants, à l'état de pauvreté des populations, à la dégradation continue des ressources naturelles, notamment la ressource sol. Le secteur agricole, malgré sa place prépondérante dans l'économie nationale, n'arrive pas à générer les ressources nécessaires pour accroître les revenus des populations de façon satisfaisante, surtout ceux des producteurs ruraux. Ce qui contribue à accroître leur état de pauvreté et du même coup défavorise la modernisation des exploitations agricoles. Le niveau d'équipement des agriculteurs est très faible. Cela conduit à une exploitation extensive des surfaces cultivables. Les normes techniques d'exploitation sont loin d'être respectées. Les possibilités réelles de jachère sont rares dans certaines zones agricoles.

**La forme conjoncturelle** de l'insécurité alimentaire est le plus souvent le fait des variations de la pluviométrie et des crues, de certaines catastrophes naturelles comme les inondations et les attaques des ennemis des cultures. Les défaillances du marché, la baisse des revenus annuels, les tensions sociales (conflits sociaux) sont aussi des facteurs qui influencent la situation alimentaire. Même, sans étude économétrique pour analyser la contribution partielle de chacun des facteurs sus-cités, on peut affirmer que le risque climatique est le facteur le plus fréquent dans la perturbation de la situation alimentaire. Mais malgré la fréquence du risque climatique, Koster (1994) montre que la véritable sécurité alimentaire se base sur l'investissement dans la fertilité du sol et que la pauvreté du sol est la cause principale de la pénurie alimentaire et de l'insécurité alimentaire. Pour lui, la recherche a suffisamment démontré que la pluviométrie n'est pas le facteur décisif et limitatif de l'agriculture. Une pluviométrie de 500 à 600 mm doit être largement suffisante pour avoir une bonne récolte dans l'agriculture si la fertilité du sol est bonne.

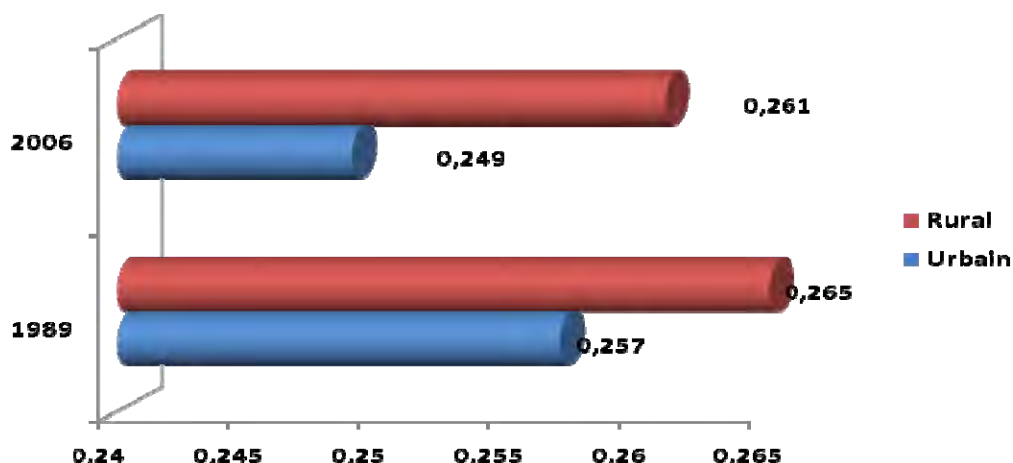
Dans cette section, l'insécurité alimentaire sera mesurée par la distribution des dépenses alimentaires par tête à travers l'indice de Gini, la pauvreté monétaire par milieu de résidence et quintile des dépenses totales par tête.

#### ***IV.1 Évolution des inégalités d'accès à l'alimentation (à partir du Gini coefficient)***

L'indice de Gini est un indicateur qui traduit la concentration d'une grandeur, ici les dépenses totales alimentaires, dans la population. Un indice proche de 0 traduit une distribution égalitaire et s'il est proche de 1 alors la distribution est inégalitaire.

On observe à travers le graphique IV.1 ci-dessous que l'inégalité a été moins forte sur la période 1989-2006 selon le milieu de résidence puisque la concentration a été moins importante.

Graphique IV.1 : Inégalités de Gini dans la consommation alimentaire par milieu de résidence



Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

En considérant séparément la concentration par population urbaine et rurale, on s'aperçoit une baisse très sensible de l'inégalité sur la période. Les résultats du tableau 22 permettent de constater que l'inégalité est plus forte en milieu rural qu'au niveau urbain. En 1989, l'indice a affiché une valeur de 0,257 en milieu urbain et 0,270 en milieu rural. Pour 2006 l'écart se creuse entre les deux milieux où il est de 0,249 pour le milieu urbain et 0,284 pour le milieu rural.

Tableau 22 : Indice de Gini des dépenses alimentaires

Milieu	1989	2006
Urbain	0,257	0,249
Rural	0,270	0,284
<b>National</b>	<b>0,265</b>	<b>0,261</b>

Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

#### IV.2 Analyse de l'insécurité alimentaire monétaire

La pauvreté alimentaire monétaire est mesurée sur la base de l'estimation du seuil monétaire alimentaire. La dépense alimentaire par tête du ménage est comparée à ce seuil. Ainsi, le tableau 23 permet de conclure que la pauvreté monétaire alimentaire est essentiellement rurale. En effet, environ 83% de la population rurale est pauvre alimentaire monétaire alors qu'elle est 48% en milieu urbain.

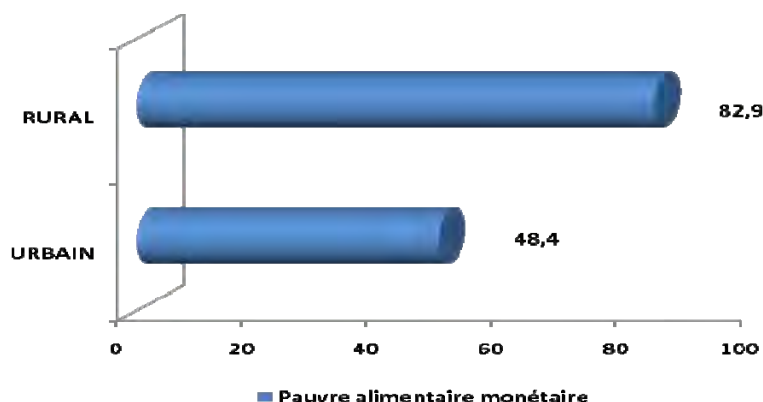
**Tableau 23 : Incidence (en %) de l'insécurité alimentaire monétaire par milieu de résidence en 2006**

Milieu de résidence	Pauvre alimentaire monétaire
URBAIN	48,4
RURAL	82,9
NATIONAL	72,0

Source: Données INSTAT, ELIM2006

Même si l'économie connaît une monétarisation atteignant le milieu rural, la population rurale reste frappée par la valorisation de la consommation. En estimant par cette pauvreté par la possession physique des biens alimentaires, cette population devient moins pauvre. Une étude faite sur les données de l'enquête légère intégrée auprès des ménages de 2006 a démontré que grâce au marché et le disponible au sein des ménages, la population pauvre apparente a été de 53,8%.

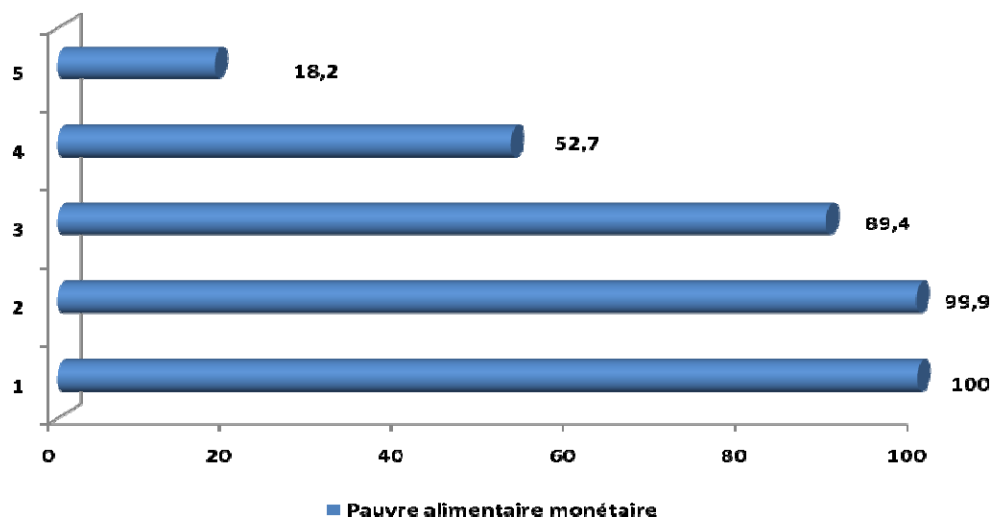
**Graphique IV.2: Incidence (en %) de l'insécurité alimentaire monétaire par milieu de résidence en 2006**



Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

L'analyse faite selon le niveau de vie montre que plus il augmente plus la pauvreté alimentaire monétaire diminue. Toute la population se trouvant dans le 1<sup>er</sup> quintile est pauvre alimentaire monétaire.

**Graphique IV.3: Incidence (en %) de l'insécurité alimentaire monétaire quintiles en 2006**



Source: Données INSTAT, EBC89; ELIM2006

Le second quintile se trouve à peu près dans la même situation que le premier alors dans le 4<sup>ème</sup> quintile la moitié de leur population est touchée par cette forme de forme. Le 5<sup>ème</sup> quintile se détache complètement des quatre autres où moins d'une personne sur cinq est touchée par la pauvreté alimentaire monétaire.

**Tableau 24 : Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire par quintile en 2006**

Quintile	Pauvre alimentaire monétaire
1	100,0
2	99,9
3	89,4
4	52,7
5	18,2
<b>National</b>	<b>72,0%</b>

Source: Données INSTAT, ELIM2006

Par région administration, l'analyse du tableau 25 permet de constater que le District de Bamako n'enregistre que 31,8% des pauvres alimentaires monétaires. Il est suivi par le région de Kidal avec 34,2%. Les régions les plus touchées sont celles de Sikasso (88,2%), Ségou et Mopti (82% chacune).

**Tableau 25 : Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire par région en 2006**

Région	Pauvre alimentaire monétaire
KAYES	61,6
KOULIKORO	73,9
SIKASSO	88,2
SEGOU	82,0
MOPTI	82,2
TOMBOUCTOU	59,3
GAO	57,3
BAMAKO	31,8
KIDAL	34,2
<b>NATIONAL</b>	<b>72,0</b>

Source: Données INSTAT, ELIM2006

L'analyse selon le mode d'acquisition révèle que plus le taux d'autoconsommation augmente plus la population est pauvre alimentaire monétaire. La pauvreté est de 63% pour la population dont l'autoconsommation est inférieure ou égale à 25% tandis qu'elle est d'environ 91% pour la population dont le taux d'autoconsommation est compris entre 75 et 100%.

**Tableau 26 : Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire selon le mode d'acquisition des aliments en 2006**

Classe d'autoconsommation	Pauvre alimentaire monétaire
[0, 25%[	63,1
[25%, 50%[	83,9
[50%, 75%[	87,6
[75%, 100%]	90,6
<b>National</b>	<b>72,0</b>

Source: Données INSTAT, ELIM2006

### **IV.3 Analyse de l'insécurité alimentaire réelle**

**IV.3.1 A partir des enquêtes sur la consommation (méthode directe ou non paramétrique)**

**IV.3.2 A partir des bilans alimentaires (méthode indirecte ou paramétrique)**

### **IV.4 Synthèse**

## V. Analyse de la diversité de la diète

Cette section cherche à appréhender la contribution des différents nutriments dans la consommation malienne. Celle-ci est surtout marquée par la proportion élevée des produits végétaux à plus de 90% dont une part importante revient aux céréales.

Pour étayer notre analyse, nous avons fait recours aux données des bilans de 2006/2007 et 2007/2008.

### V.1 Analyse de la diversité de la consommation alimentaire (à partir des bilans alimentaires)

Sur la période des consommations 2007 et 2008, les résultats du tableau V montrent que les disponibilités énergétiques dépassent la norme au Mali. Celle-ci est de 2897 kcal pour 2007 et 3293 kcal pour 2008.

Par nutriment, la disponibilité par habitant des protides a été de 139 grammes par jour en 2007 contre 99 grammes en 2008. Cette évolution suit la tendance par rapport à la disponibilité énergétique puisque celle-ci est 555 et 397 kcal respectivement pour 2007 et 2008.

Les statistiques alimentaires fournies pour les lipides montrent un état stationnaire puisque la disponibilité par habitant reste autour de 42 grammes. Le scénario est le même en ce qui concerne la disponibilité énergétique calorifique ou celle-ci tourne au alentour de 380 kcal.

Les glucides sont beaucoup plus énergétiques avec 1955 et 2518 kcal d'énergie fournie.

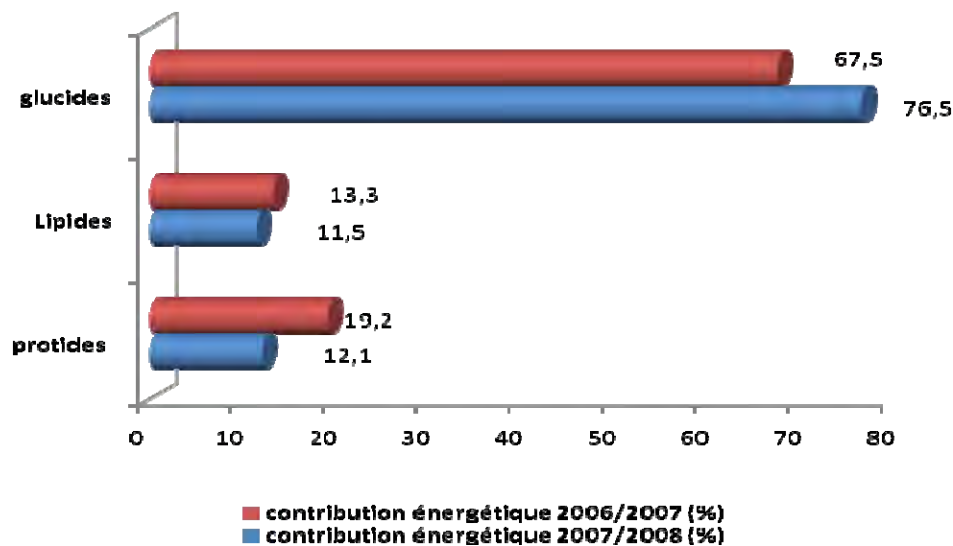
Tableau 27 : Diversité de la consommation alimentaire en 2006/2007 et 2007/2008

	2006/2007			2007/2008			Norme de travail	
	Disponibilité par habitant	Disponibilité énergétique calorifique	Part relative / contribution énergétique (%)	Disponibilité par habitant	Disponibilité énergétique calorifique	Part relative/ contribution énergétique (%)	Part d'énergie calorifique recommandée	Rendement énergétique en Kcal/g
protides	138,9	555,4	19,2	99,3	397	12,1	11-15%	4
Lipides	42,9	386,5	13,3	42	378,2	11,5	30-35%	9
glucides		1955,0	67,5		2517,8	76,5	50-55%	4
Disponibilité énergétique		<b>2897</b>			<b>3293</b>			

Source: A partir du Bilan alimentaire de 2008, CPS/SDR

L'analyse de la contribution laisse voir un déséquilibre dans la consommation alimentaire des maliens pendant les années 2007 et 2008. Il ressort comme présenté dans le graphique ci-dessous que les glucides donnent une contribution de 68 et 77% environ respectivement pour 2007 et 2008 ; ce qui est au-delà de la norme comprise entre 50-55%. Le déséquilibre alimentaire de 2007 apprécié à travers les protides vient par le fait que leur contribution était supérieure à la norme ; par contre la situation a été améliorée en 2008 suivant leur part de 12% inscrite dans la norme alimentaire de consommation. S'agissant des lipides, le déséquilibre est constant dans la consommation sur la période puisque les parts établies (13% et 12% respectivement pour 2007 et 2008) sont loin d'atteindre la norme (entre 30-35%).

**Graphique V: Représentation de la diversité de la consommation alimentaire en 2006/2007 et 2007/2008**



### ***V.2 Synthèse***

L'alimentation du Malien est déséquilibrée et cela en 2007 et 2008. La part des glucides a été portée à 67 et 76% dans les dépenses énergétiques caloriques pour une norme oscillant entre 50 et 55%. Les lipides sur les deux années n'étaient pas dans la norme requise pour assurer l'équilibre de l'alimentaire. Par contre la contribution des protides qui était en deçà de la norme en 2007 a été placée dans la fourchette pour assurer l'équilibre de l'alimentation.

## VI. Analyse de la structure des disponibilités alimentaires et de leurs utilisations (à partir des bilans alimentaires)

### VI.1 Évolution du taux d'autosuffisance alimentaire (TAS) par produit ou groupe de produit

Nous constatons que le taux d'autosuffisance en culture sèche (Mil, sorgho et maïs) est passé de 104,22% à 96,87 en 2009/2010.

Le taux du riz est resté stable par rapport à 2006/2007 malgré l'augmentation de la production avec l'initiative riz. Cela s'expliquerait par la forte augmentation de la demande intérieure de ce produit due à une augmentation de la consommation au niveau des villages qui ne consommaient le riz que les jours des fêtes.

Quand au blé et l'orge, le taux a connu une augmentation significative (de 4 en 2006 à 62,79% en 2009); cela s'explique par la politique d'aménagement des nouvelles superficies en blé par l'Etat malien.

Tableau 28 : Évolution du taux d'autosuffisance alimentaire (TAS) par produit ou groupe de produit

		Riz	Blé et orge	Céréales sèches
1999	TAS	89,82	11,43	99,86
2000	TAS	93,51	18,15	100,58
2001	TAS	91,93	15,98	100,36
2002	TAS	77,38	6,46	99,42
2003	TAS	83,40	7,00	99,75
2004	TAS	87,22	12,70	99,78
2005	TAS	77,69	3,99	100
2006	TAS	87,26	4,00	98,96
2007	TAS	88,76	8,08	99,70
2008	TAS	71,04	0,08	85,39
2009	TAS	87,75	62,79	96,87

Source : Nos calculs à partir des données de la CPS/SDR

### VI.2 Évolution du taux de dépendance aux importations (TDI) par produit ou groupe de produit

Nous remarquons que, le Mali ne dépend pas des importations pour les céréales sèches. Le TDI s'élève à 0,02% en 2009/2010 contre 1,04% en 2006/2007. Pour le riz, il reste stable par rapport à 2006/2007 (12,18%) comme au niveau du TAS.

Quand au blé et l'orge, le TDI a sensiblement baissé en 2009/2010 (37,21%) par rapport à 2006/2007 (96,85%). Cela s'explique par les mêmes raisons évoquées au niveau du TAS.

**Tableau 29 : Évolution du taux de dépendance aux importations (TDI) par produit ou groupe de produit**

		Riz	Blé et orge	Céréales sèches
1999	TDI	10,19	88,77	0,14
2000	TDI	6,51	81,90	0,05
2001	TDI	8,07	83,99	0,14
2002	TDI	22,62	93,54	0,60
2003	TDI	16,60	93,00	0,25
2004	TDI	12,78	87,30	0,22
2005	TDI	22,33	96,02	0,89
2006	TDI	12,74	96,00	1,04
2007	TDI	11,24	91,92	0,30
2008	TDI	28,96	99,92	14,61
2009	TDI	12,25	37,21	3,13

*Source : Nos calculs avec les données de la CPS/SDR*

**VI.3 Évolution de la part de l'alimentation animale dans les disponibilités totales (maïs, manioc...)**

**VI.4 Évolution de la part de la transformation par produit dans les disponibilités totales**

**VI.5 Synthèse**

## VII. Analyse de l'évolution des productions alimentaires et des prix des principales denrées alimentaires depuis la crise de 2007/2008

### VII.1 Évolution de la production

#### Évolution des productions végétales

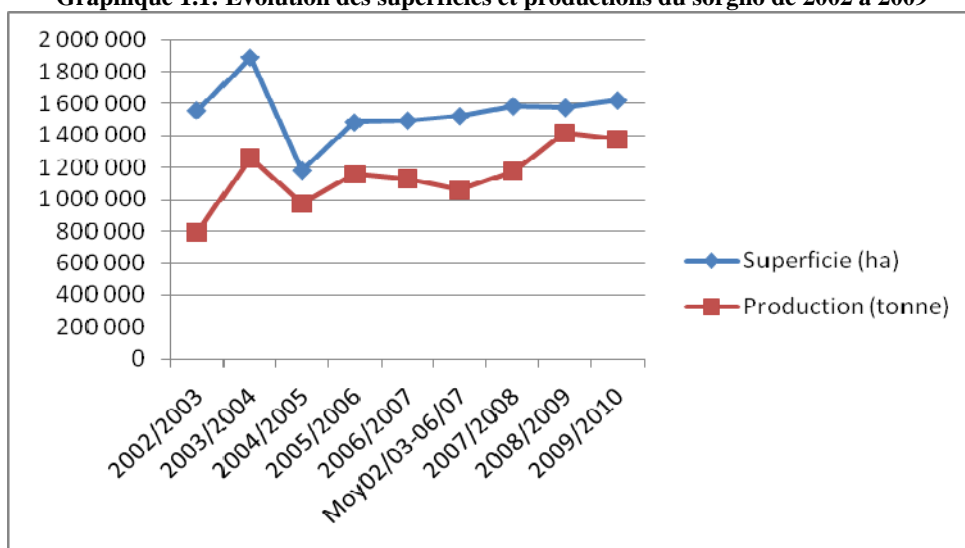
Pour cette analyse nous allons nous intéresser aux principales cultures vivrières du Mali qui sont : le mil ; le sorgho, le maïs, le riz, le fonio.

##### Mil

De 2002/2003 à 2008/2010, la superficie du mil a connue une certaine variation. En effet, elle a connue une baisse significative en 2004/2005 (1900000 en 2003 à 1200000 hectares en 2004) avant de suivre une tendance à la hausse et devenir ensuite plus ou moins stable pendant les 3 dernières années.

Cette variation a été observée également au niveau de la production. Mais nous constatons que, malgré le fait que la superficie n'a pas sensiblement variée en 2008 la production a connu une certaine hausse (12000000 à 14000000 tonne) (voir figure ci-dessous).

Graphique 1.1: Évolution des superficies et productions du sorgho de 2002 à 2009



Sources : A partir des données de la CPS

Par rapport à la moyenne 2002/2006, la production a connu une hausse (11% en 2007, 33% en 2008 et 29% en 2009).

Cette croissance observée au niveau de la production, s'explique par la politique d'intensification de la culture mil à travers l'utilisation des semences améliorées et la subvention sur les intrants.

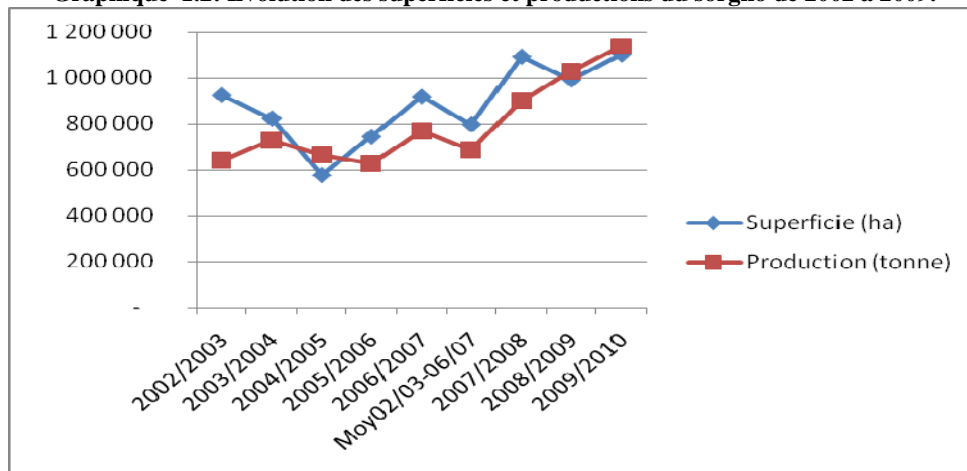
## Sorgho

La superficie du sorgho a connu une évolution en dent de scie. De 2007 à 2009 elle est restée supérieure à la moyenne de 2002-2006.

Quand à la production, elle a connu une tendance à la hausse à partir de 2006 malgré une diminution de la superficie en 2008.

La figure donne l'évolution des superficies et productions du sorgho de 2002 à 2009.

**Graphique 1.2: Évolution des superficies et productions du sorgho de 2002 à 2009.**



Sources : A partir des données de la CPS

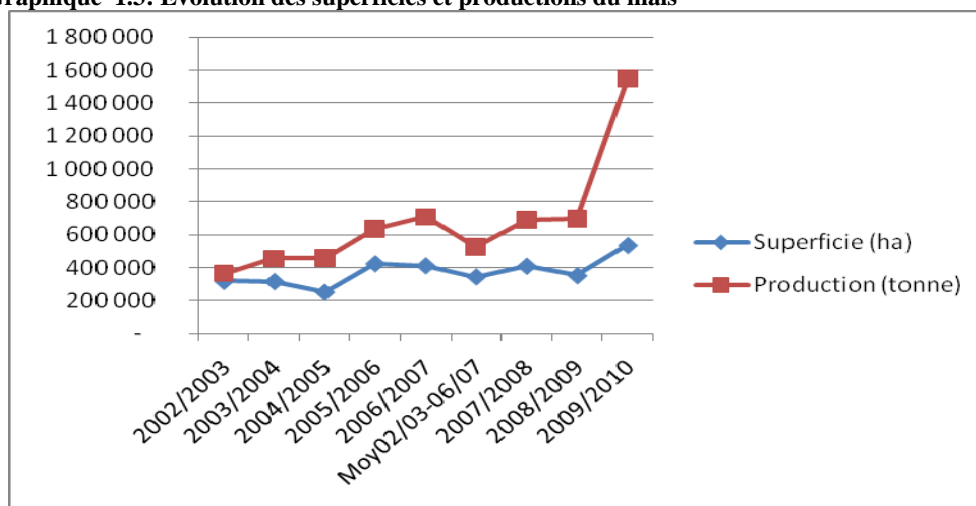
Le taux de croissance de la superficie par rapport à la moyenne 2002-2006 est de 37% (2007), 24% (2008), 38% (2009) contre 31% (2007), 50% (2008) et 66% (2009) pour la production.

Nous voyons qu'à partir de 2007, le taux de croissance de la production a doublé celui de la superficie. Cela s'explique par le niveau d'intensification de la production de cette spéculaton suite aux différentes politiques mis en place par l'Etat malien.

## Maïs

Si la superficie du maïs a connu une évolution en dent de scie, la production, elle a connu une tendance à la hausse qui a été plus marquée en 2009 (Voir figure ci-dessous).

**Graphique 1.3: Évolution des superficies et productions du maïs**



Sources : A partir des données de la CPS

La production pendant les 3 dernières années (2007, 2008, et 2009) est restée supérieure à la moyenne de 2002-2006.

Le taux de croissance de la production en 2009 par rapport à la moyenne (2002-2006) est de 195% contre 56% au niveau de la superficie.

Cette hausse de 2009 s'explique par la politique volontariste de l'état en subventionnant les intrants de maïs.

## Riz

Parmi les céréales, la culture du riz a bénéficié d'une attention particulière. Avec un potentiel très élevé en superficie irrigable, l'une des politiques du Mali en matière d'autosuffisance alimentaire est l'aménagement de la superficie hydro-agricole ce qui explique l'évolution des superficies observées pendant ces dernières années.

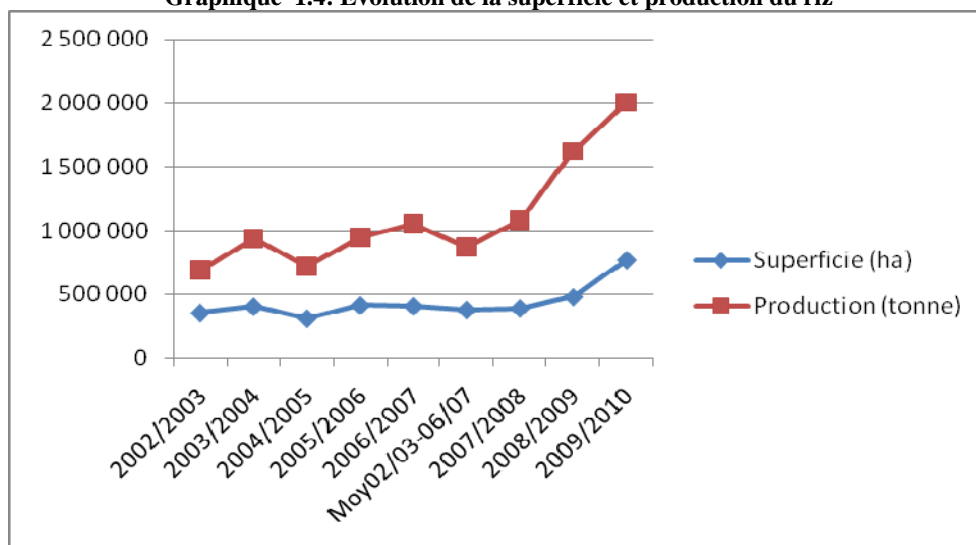
En plus des superficies irriguées, l'initiative riz en 2008 a contribué à l'exploitation de terres exondées en riz NERICA.

Cette augmentation des superficies cultivées combinée à l'intensification de la culture du riz à travers la subvention des engrais, des équipements agricoles, le renforcement de l'encadrement et l'utilisation des variétés améliorées ont contribué à booster la production du riz à partir de 2008.

Comme pour le maïs, le taux de croissance en 2008 par rapport à la moyenne 2002-2006 est de 87% contre 130% en 2009.

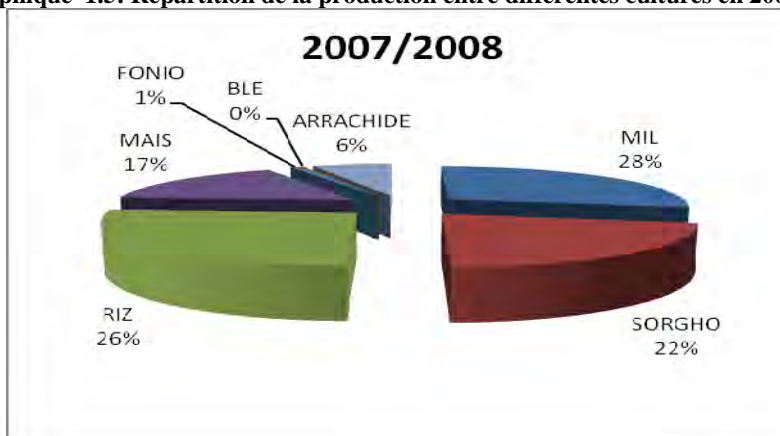
La figure donne l'évolution des superficies et productions du riz au Mali.

**Graphique 1.4: Évolution de la superficie et production du riz**



Sources : A partir des données de la CPS

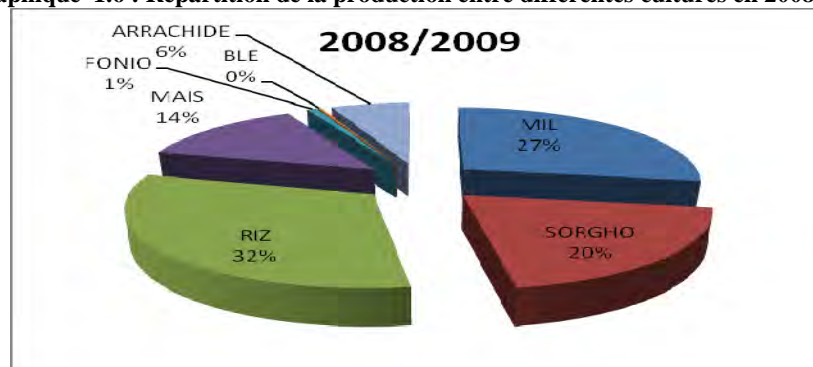
**Graphique 1.5: Répartition de la production entre différentes cultures en 2007/2008**



Sources : A partir des données de la CPS

En 2008/2009, la part du riz dans la production a atteint 32% (augmentation de 6%), cela s'explique par la subvention des intrants pour le riz (initiative riz).

**Graphique 1.6 : Répartition de la production entre différentes cultures en 2008/2009**

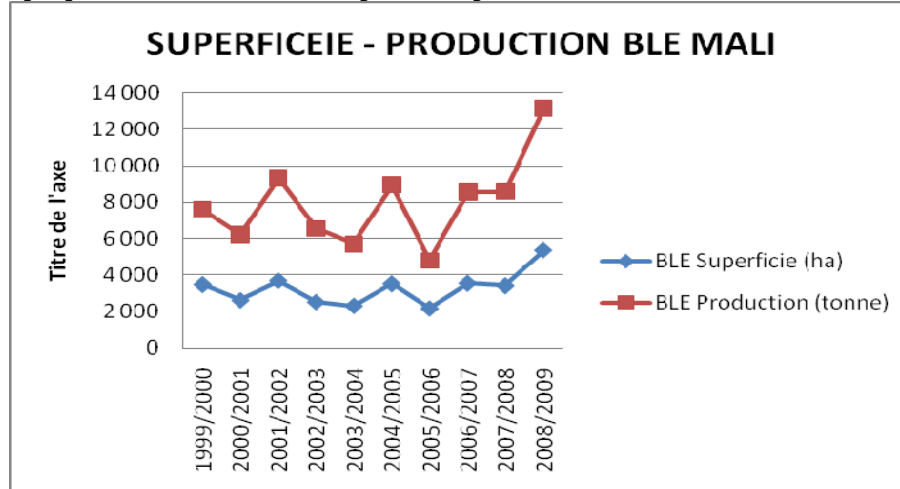


Sources : A partir des données de la CPS

## Blé

Le blé a connu également une hausse de la production dans les dernières années. Cette hausse s'explique par l'augmentation des superficies aménagées suite à la politique de l'Etat Malien qui est de réduire les importations du blé.

Graphique 1.7 : Évolution de la superficie et production du blé de 1999/2000 à 2008/2009



Sources : A partir des données de la CPS

Par rapport à la moyenne 2002-2006, la superficie et la production ont eu le même taux de croissance estimé à 90%. Ce qui dénote que la production a été soutenue par une augmentation de la superficie et non par une politique d'intensification.

## Évolution des productions animales

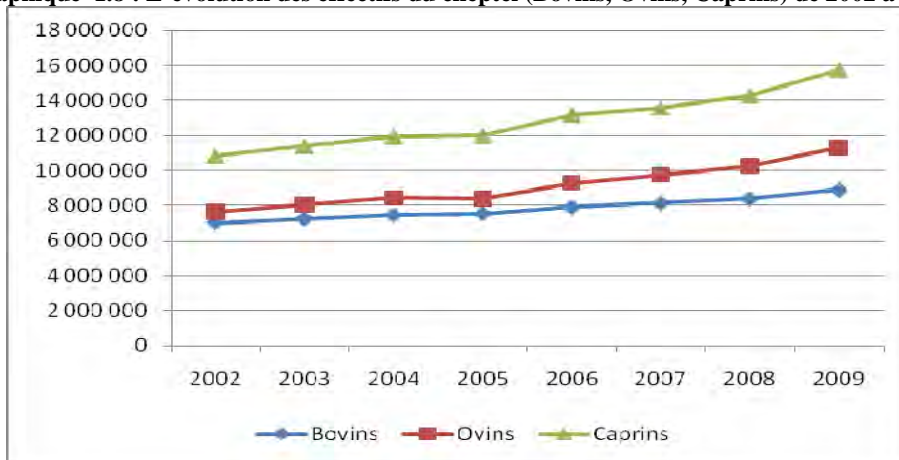
### Évolution du cheptel

L'effectif du cheptel national au 31/12/09 a été estimé à 8 896 300 bovins, 11 300 200 ovins, 15 735 600 caprins, 478 000 équins, 861 800 asins, 904 400 camelins, et 74 200 porcins. L'évolution des effectifs au cours des dix dernières années est illustrée par la figure ci-dessous.

Ce cheptel a connu une évolution avec tendance à la hausse.

Le taux de croissance en 2009 par rapport à la moyenne de 2002-2006 est de 19,75% pour les bovins, 35,11% pour les ovins et 32,39% pour les caprins.

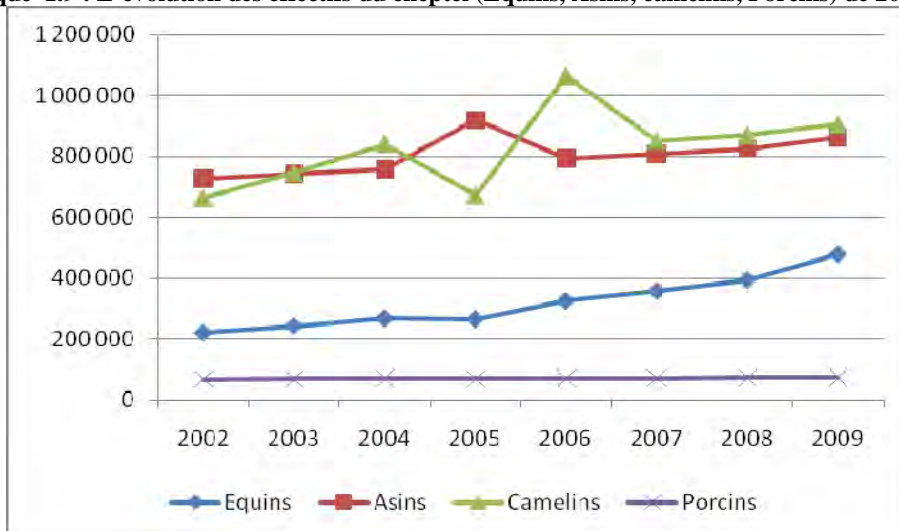
**Graphique 1.8 : L'évolution des effectifs du cheptel (Bovins, Ovins, Caprins) de 2002 à 2009**



Sources : A partir des données de la CPS

Pour ce qui concerne les équins, asins, camelins, nous observons une évolution en dents de scie beaucoup plus marquée chez les camelins.

**Graphique 1.9 : L'évolution des effectifs du cheptel (Equins, Asins, camelins, Porcins) de 2002 à 2009**



Sources : A partir des données de la CPS

Quand aux porcins, leur évolution est plus ou moins constante avec une légère hausse en 2009 (7,09%) par rapport à la moyenne de 2002-2006.

Il est à noter que, Mopti reste de loin la première région d'élevage en bovins avec 28 % des effectifs tandis que Gao vient en tête en ovins et caprins avec respectivement 20,34% et 19,33% des effectifs nationaux. La région de Kayes est par excellence la zone d'élevage des équins, Kidal celle des camelins, Koulikoro et Ségou celles des porcins tandis que Sikasso domine en volailles. De toutes les espèces, la répartition régionale des asins paraît la plus homogène.

## Production laitière

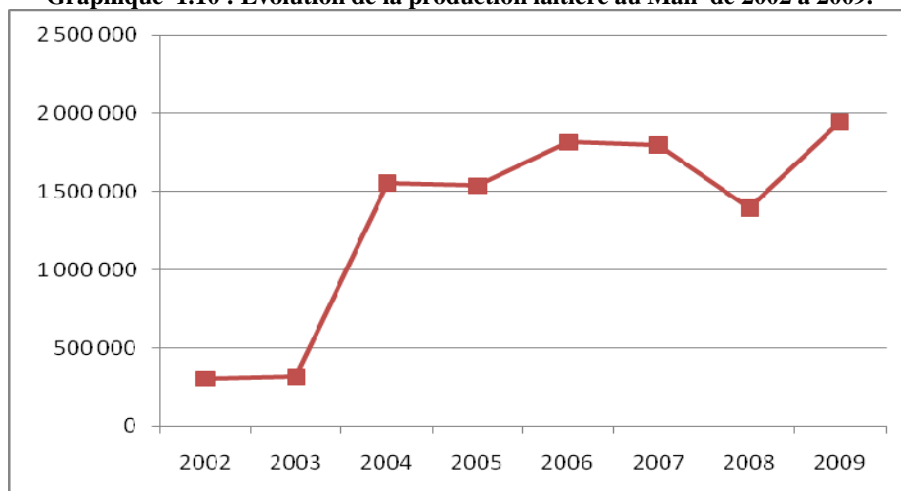
La production laitière a connue une certaine évolution pendant ces 8 dernières années. A partir de 2003, elle a connu une augmentation substantielle jusqu'en 2008 où elle a subit une légère baisse pour atteindre ensuite la production record en 2009.

Cette production a dépassé en 2007 (avec 1 798 602 tonnes) et en 2009 (avec 1 944 202 tonne), la moyenne observée en 2002-2006 (1 105 735 tonnes)

Le taux de croit de 2009 par rapport à cette moyenne est de 75,82%.

Ces résultats observés s'explique par la politique de développement de production laitière à travers la mis en place des coopératives, des centres de collecte et des unités de traitement et de commercialisation du lait. A cela il faut ajouter l'introduction des races améliorées (plus productive) par les parcs.

**Graphique 1.10 : Évolution de la production laitière au Mali de 2002 à 2009.**



Source : DNPIA, Mali

## VII.2 Évolution des prix

Au mali comme dans beaucoup de pays, les prix des produits agricoles en général connaissent des variabilités saisonnières assez importantes dont les impacts se font sentir sur les producteurs. En effet, les prix du mil/sorgho/maïs sont fonction de l'offre, donc de la production, alors que celui du riz dépend aussi de la politique d'importation. Pendant les années de faible production, le prix du mil/sorgho et du riz ont tendance à être au même niveau.

### Mil/Sorgho

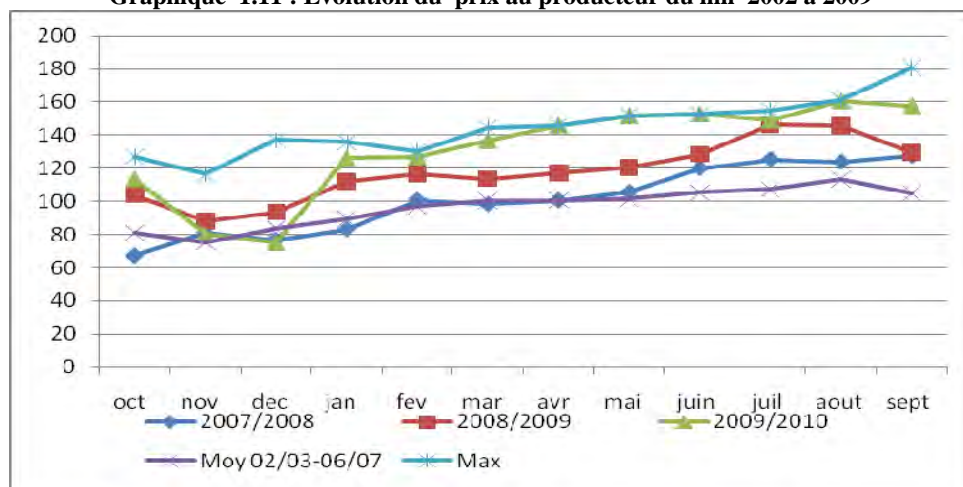
De 2007 à 2009 le prix au producteur du mil a connu une évolution à la hausse. À partir d'Avril 2007, ce prix a dépassé la moyenne de prix 2002-2006.

En 2008/2009, le prix à la production est resté supérieur à la moyenne observée en 2002-2006 mais n'a jamais atteint le max sur les 8 dernières années.

En 2009/2010, le prix avait baissé à partir de décembre 2009 pour atteindre le niveau de la moyenne, puis il va observer une tendance à la hausse jusqu'à atteindre le max observé de 2002 à 2009.

De 2005 à 2007 la tendance au niveau de tous les prix était à la baisse mais cette baisse est plus accentuée au niveau du prix à la production.

**Graphique 1.11 : Évolution du prix au producteur du mil 2002 à 2009**



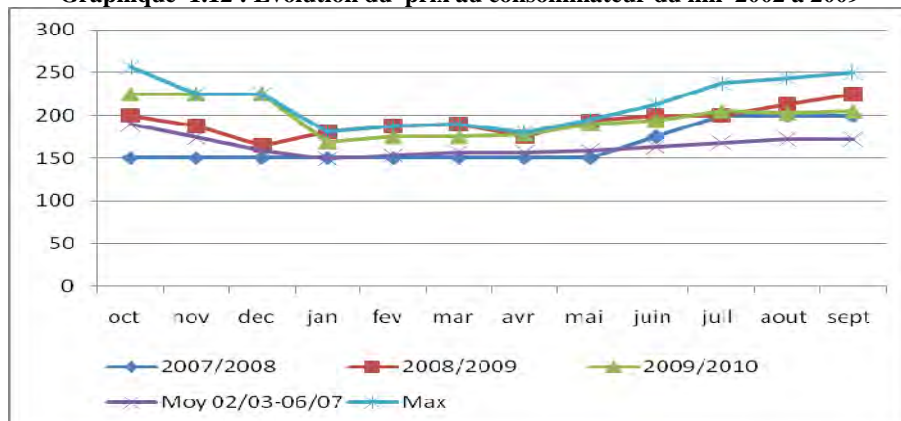
Source : A partir de données de l'OMA

Quand au prix à la consommation, à partir de juin 2007 il va dépasser la moyenne des prix 2002-2006.

En 2008/2009 ce prix va rester au-delà de cette moyenne, jusqu'à atteindre le max observé de 2002 à 2009 entre le mois de janvier et le mois de mai.

En 2009/2010, ce prix est resté au-delà de cette moyenne (2002-2006) jusqu'au mois de juillet à septembre où ils se confondent.

**Graphique 1.12 : Évolution du prix au consommateur du mil 2002 à 2009**



Source : A partir de données de l'OMA

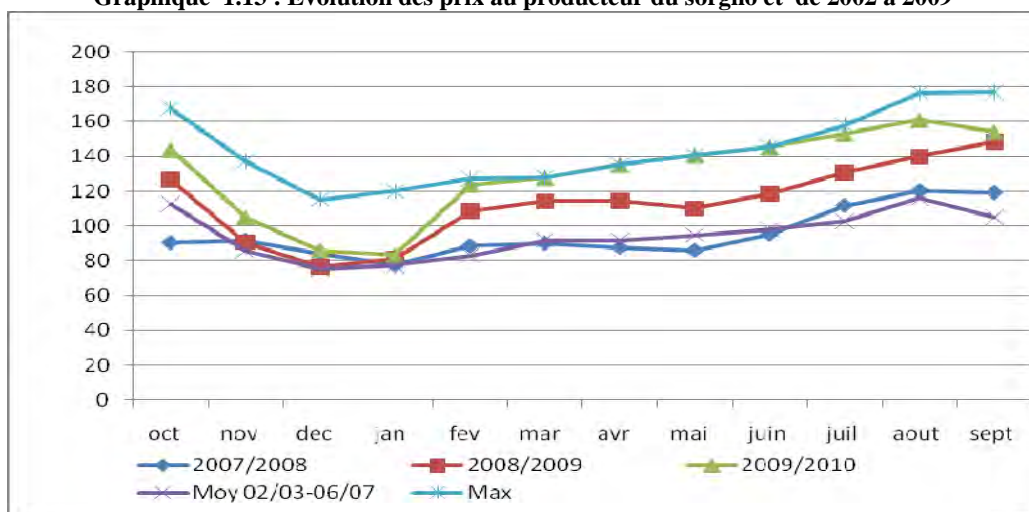
2009/2010, connaîtra une importante hausse que 2008/2009 d'octobre à décembre. Par rapport à la moyenne 2002/2006, le taux de croissance observé en 2007/2008 au niveau du prix à la consommation est négatif (-0,05%) par contre il était de 17,28% en 2008/2009 et 19,84% en 2009/2010.

Le ratio prix au producteur/prix au consommateur est de 0,59 pour la moyenne contre 0,66 pour 2009. Autrement dit le producteur a reçu 66% de la part du prix au consommateur en 2009 contre 59% pour la moyenne 2002-2006.

Quand aux prix au producteur du sorgho, en 2007/2008 le prix a connu une certaine variation (tantôt au delà tantôt au dessous) par rapport à la moyenne de 2002/2006

La figure ci-dessous donne l'évolution du prix au producteur du sorgho.

**Graphique 1.13 : Évolution des prix au producteur du sorgho et de 2002 à 2009**

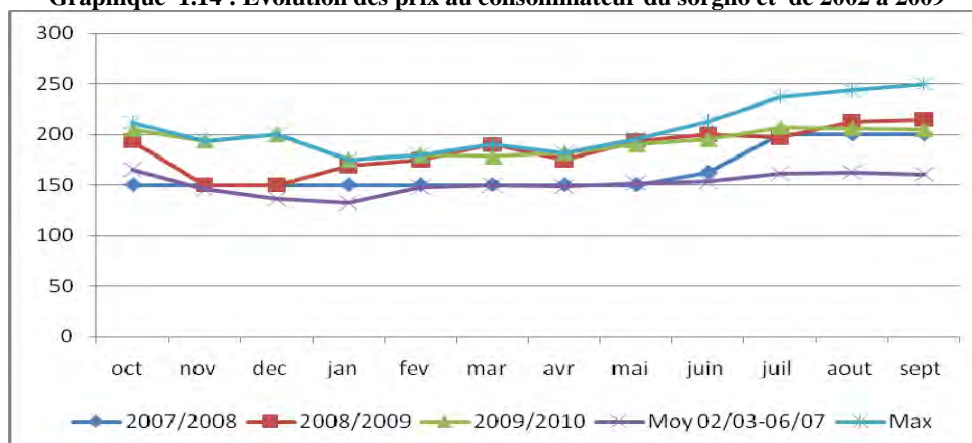


Source : A partir de données de l'OMA

L'année 2008/2009 a connu une hausse relativement importante par rapport à la moyenne à partir du mois de janvier. Cette hausse a continué jusqu'en 2009/2010 où elle s'est beaucoup plus accentuée pour atteindre le maximum observé pendant ces huit dernières années.

Pendant les mêmes périodes, le prix à la consommation du sorgho, est resté au delà de la moyenne (2002/2006) pendant une bonne période de l'année 2007/2008. A partir de cette année, il est va connaître les mêmes évolutions pendant 2008/2009 et 2009/2010. Autrement, il va atteindre le maximum observé pendant les huit dernières années (Voir tableau ci-dessous).

**Graphique 1.14 : Évolution des prix au consommateur du sorgho et de 2002 à 2009**



Source : A partir de données de l'OMA

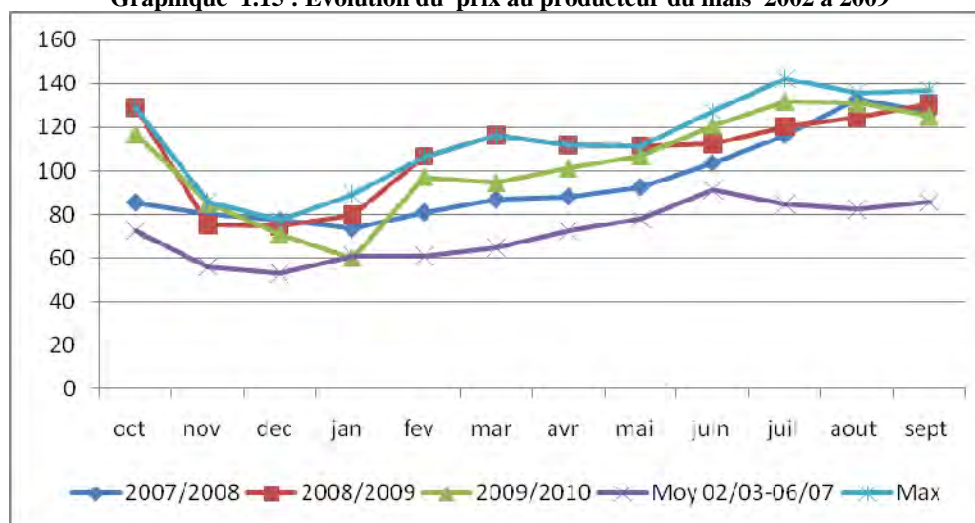
Le taux de croit du prix moyen du sorgho à la consommation en 2007/2008 par rapport à la moyenne 2002/2006) était de 8,10% contre 22,35% en 2008/2009. Cet écart s'est agrandi en 2009/2010 avec 27,65% comme taux de croit.

Le ratio prix au producteur/prix à la consommation est resté égale à la moyenne des ratios de 2002/2006 pendant l'année 2008/2009 (61%). Ce ratio a atteint 67% en 2009/2010

### Mais

Le prix du maïs a connu une certaine fluctuation depuis la crise de 2007/2008, cette fluctuation a une certaine tendance à la hausse. Le tableau suivant donne l'évolution de du prix à la production du maïs.

**Graphique 1.15 : Évolution du prix au producteur du maïs 2002 à 2009**



Source : A partir de données de l'OMA

Nous constatons que le prix au producteur du maïs est resté au dessus de la moyenne des prix observés de 2002 à 2006.

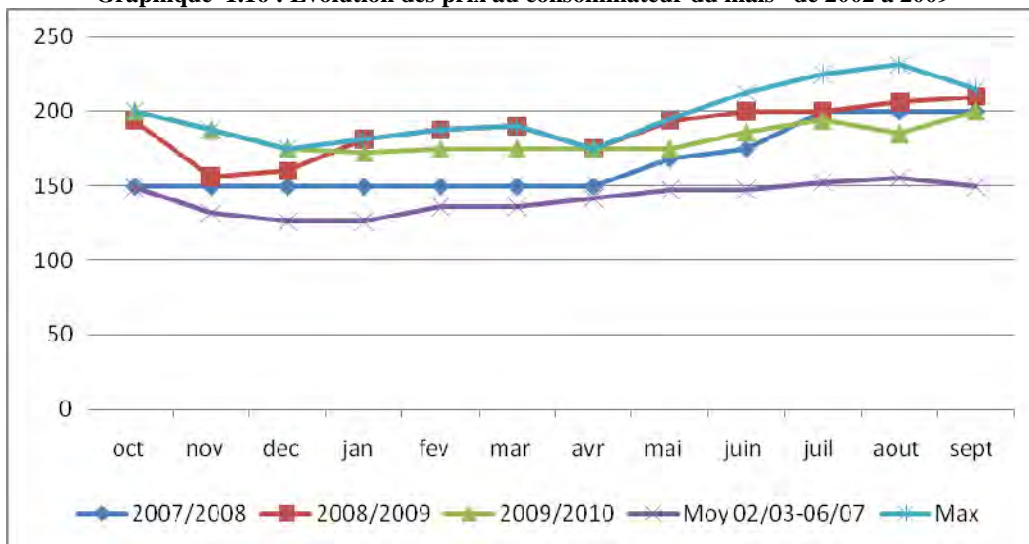
Cette hausse de prix au producteur a été plus marquée en 2008/2009 car il a atteint à un certain moment de l'année le maximum observé de 2002 à 2009.

L'année 2009/2010 a connu un prix au producteur relativement bas par rapport à 2008/2009. Mais cette tendance s'est renversée de juin à Aout (période de soudure).

Quand au prix à la consommation, il a connu les mêmes évolutions que le prix au producteur.

La figure ci dessous donne l'évolution du prix du maïs à la consommation

**Graphique 1.16 : Évolution des prix au consommateur du maïs de 2002 à 2009**



Source : A partir de données de l'OMA

Le taux de croit du prix au consommateur du maïs de 2007/2008 à la moyenne est de 17,29%. Ce taux atteint 32,58% en 2008/2009 et 29,44% en 2009/2010.

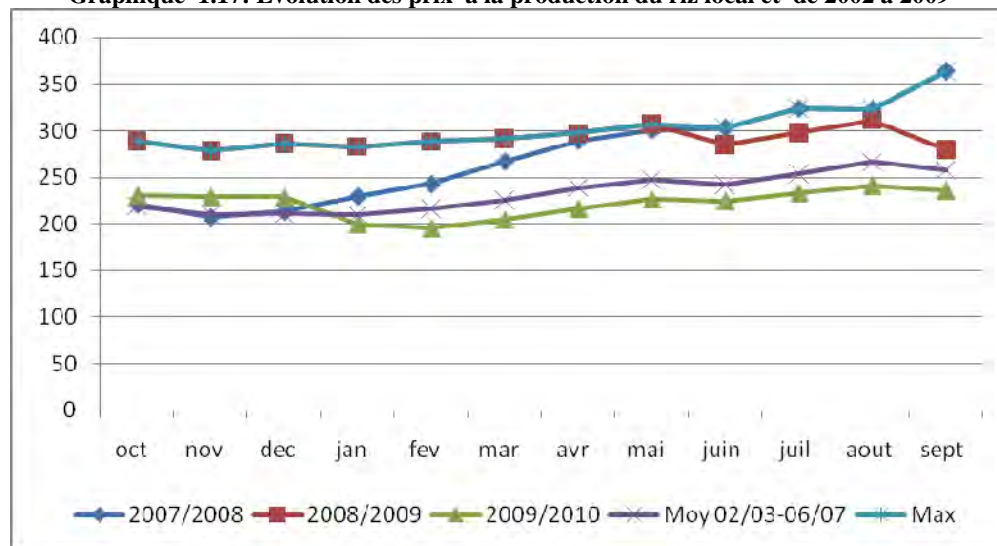
Le ratio du prix au producteur/prix au consommateur à connu une légère hausse pour les 3 dernières années (0,56) par rapport à la moyenne 2002/2006 (0,51). C'est-à-dire la part du prix au consommateur cédée au producteur est de 56% pendant les 3 dernières années.

### Riz local

Par rapport à la moyenne 2002/2006, le prix au producteur a connu une hausse significative pendant les années 2007 et 2009 jusqu'à atteindre le maximum observé pendant les 8 dernières années. Par contre, en 2009, ce prix a baissé jusqu'au dessous de la moyenne observée.

La figure suivante donne l'évolution du prix au producteur du riz local au Mali.

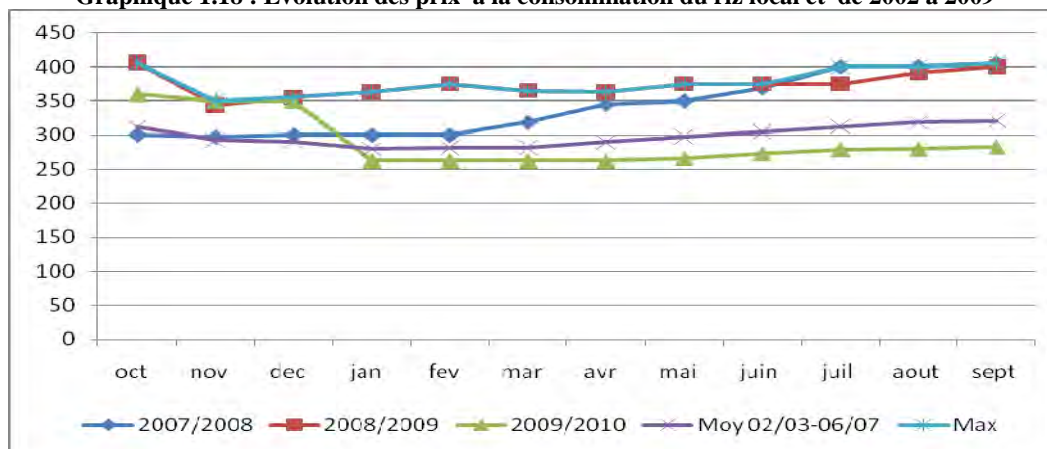
**Graphique 1.17: Évolution des prix à la production du riz local et de 2002 à 2009**



Source : A partir de données de l'OMA

Quand au prix à la consommation, il a connu les mêmes types d'évolution (voir figure dessous) par rapport à la moyenne des prix 2002/2003.

**Graphique 1.18 : Évolution des prix à la consommation du riz local et de 2002 à 2009**



Source : A partir de données de l'OMA

Le ratio prix producteur/prix au consommateur est de 0,78 pour la moyenne des prix 2002/2006 et 2008/2009 contre 0,76 pour 2009/2010. Cela signifie que la part du prix au consommateur cédée au producteur varie entre 78% (2008/2009) et 76% (2009/2010).

Contrairement aux autres céréales, la flambée des prix du riz a été maîtrisée en 2009/2010 ce qui donne un taux de croit du prix du riz à la consommation bas par rapport à la moyenne 2002 à 2006 de 2,55% et 2008/2009 (25,32%).

Cette tendance observée au niveau du prix du riz s'explique par la crise à partir de 2007. Le riz étant la principale céréale consommées et qui fait l'objet de commerce internationale a été très affecté par cette crise. Mais les mesures prises par le gouvernement malien à travers l'initiative riz et les exonérations accordées sur le riz à l'importation ont permis de maîtriser la hausse galopante des prix pendant l'année 2009/2010.

### ***VII.3 Synthèse***

Depuis la crise de 2007, le gouvernement malien a fait de certaines cultures (riz, maïs, mil/sorgho, blé) des cultures prioritaires qui ont reçu un plan d'intensification à travers les subventions sur les intrants (semences, engrais), l'accès aux équipements, et le renforcement de l'équipe d'encadrement technique. Ces différentes mesures ont permis d'augmenter de façon significative la production de ces cultures. Cette augmentation de la production combinée à la politique de subvention sur les taxes à l'importation de certaines cultures (par exemple du riz) a permis de réduire le prix au niveau de la consommation en 2009 par rapport à la moyenne 2002-2006.

## **CONCLUSION**

Nous dirons qu'avec la crise alimentaire de 2007, beaucoup d'efforts ont été consentis par le Gouvernement du Mali pour minimiser les impacts sur les prix à la consommation des différentes denrées alimentaires.

Mais selon le type de produits (produit faisant l'objet d'échanges internationaux ou d'échanges nationaux), ces efforts n'ont pas eu les mêmes types d'impact sur les prix à la consommation.

L'une des conséquences de cette crise a été la mise place ou le renforcement des politiques par l'État malien pour assurer l'autosuffisance alimentaire.

Avec une démographie galopante et le changement d'habitude alimentaire, la demande de certaines cultures (riz, blé par exemple) reste toujours grande malgré l'augmentation des productions.

La diète du malien n'a pas été améliorée dans la mesure où son alimentation est restée déséquilibrée pendant les années 2007 et 2008.

Enfin compte tenu de l'effet saison sur la demande des maliens, beaucoup d'efforts doivent être entrepris pour stabiliser la production et améliorer la consommation.

## ANNEXE

### Élasticité par rapport aux dépenses totales par milieu de résidence

Produit	1989			2006		
	Urbain	Rural	National	Urbain	Rural	National
sorgho	-0,01%	0,29%	0,14%	0,14%	0,50%	0,11%
riz	0,70%	1,92%	1,45%	0,45%	1,24%	0,92%
mil	0,51%	0,51%	0,41%	0,29%	0,52%	0,22%
maïs	-0,22%	0,15%	0,03%	0,39%	0,54%	0,35%
Blé	1,24%	0,93%	1,17%	1,34%	0,76%	1,21%
tubercules	0,96%	0,84%	1,11%	1,20%	1,21%	1,38%
fruits et légumes	0,79%	0,85%	0,87%	0,72%	0,66%	0,52%
légumineuse	0,54%	0,67%	0,56%	0,68%	1,06%	1,06%
huile et oléagineux	0,93%	1,87%	1,51%	0,66%	0,91%	0,86%
viande/volaïlle	1,11%	1,15%	1,34%	0,99%	1,29%	1,28%
poisson	0,71%	1,45%	1,28%	0,63%	0,87%	0,66%
lait/produits laitiers et œufs	1,09%	1,25%	1,21%	1,09%	1,27%	1,12%
sucre et sucrerie	0,79%	1,60%	1,42%	0,59%	0,82%	0,73%
autres aliments	1,13%	0,91%	0,98%	0,76%	0,93%	0,86%
dépenses non alimentaires	1,14%	1,08%	1,08%	1,18%	1,09%	1,17%

### Élasticité par rapport aux dépenses totales par quintile

Produit	1989					2006				
	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 5	Q1	Q2	Q3	Q4	Q 5
sorgho	0,07%	0,10%	1,51%	-1,00%	-0,09%	1,01%	0,96%	0,41%	-0,20%	-0,14%
riz	1,07%	2,07%	1,00%	1,42%	0,62%	1,99%	1,07%	1,14%	0,90%	0,04%
mil	1,14%	1,05%	-0,18%	0,03%	0,13%	0,80%	0,19%	1,07%	0,35%	-0,04%
maïs	0,25%	0,30%	-0,66%	-0,57%	-0,12%	0,35%	0,99%	0,45%	0,00%	-0,05%
Blé	-0,29%	1,64%	-2,95%	1,23%	1,09%	-4,20%	-0,45%	2,24%	1,23%	1,15%
tubercules	1,65%	1,49%	2,24%	2,59%	1,01%	0,09%	3,58%	0,17%	1,38%	1,12%
fruits et légumes	0,76%	1,47%	0,11%	0,98%	0,68%	0,72%	0,93%	0,56%	0,61%	0,62%
légumineuse	0,39%	-0,13%	1,99%	-0,55%	0,25%	1,45%	1,02%	0,95%	1,28%	0,58%
huile et oléagineux	1,08%	0,55%	3,67%	3,27%	1,13%	1,10%	1,00%	0,50%	0,23%	0,55%
viande/volaïlle	1,51%	2,15%	-0,10%	1,87%	1,03%	1,38%	1,67%	1,14%	1,35%	0,89%
poisson	1,34%	1,97%	0,56%	1,95%	0,35%	1,32%	1,39%	1,22%	1,47%	0,69%
lait/produits laitiers et oeufs	2,10%	0,90%	0,70%	2,33%	1,31%	1,82%	-0,13%	1,34%	0,91%	0,80%
sucre et sucrerie	2,16%	2,03%	0,11%	1,71%	1,13%	0,97%	0,83%	0,77%	0,68%	0,33%
autres aliments	0,75%	0,85%	0,86%	0,78%	1,58%	0,74%	1,29%	0,60%	0,88%	0,62%
dépenses non alimentaires	1,12%	0,77%	1,39%	1,18%	1,11%	0,91%	1,07%	1,15%	1,23%	1,25%

## **Bibliographie**

**CPS (2008)** : Résultats définitifs, bilan céréalier exposé 2006/2007 et prévisionnel 2007/2008. Rapport de campagne agricole 2007/2009

**CILSS/FEWS/GOUVERNEMENT (2008)** : Mission conjointe d'évaluation préliminaire de la campagne agricole 2008/2009 au Mali. Rapport de Mission.

**CPS/MA (2006)** : Bilan de la campagne agro-pastoral 2005-2006 et Perspective de la campagne agro-pastoral 2006/2007

**OMA/Mali** : Évolution des prix des céréales de 2002 à 2009

**SAP (2009)** : Évaluation définitive de la situation alimentaire au Mali campagne agricole 2008/2009. Note Technique.